

Pierre FAVRE

Professeur de Science politique à l'Université de Clermont-Ferrand

(1985)

“Histoire de  
la science politique.”

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Roger Gravel, bénévole,  
Page web : [http://classiques.ugac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_gravel\\_roger.html](http://classiques.ugac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_gravel_roger.html)

à partir du texte de :

Pierre FAVRE

***“Histoire de la science politique.”***

In ouvrage sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean LECA,  
**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE. Tome I. La science politique, science sociale. L’ordre politique.** Chapitre 1, pp. 3-46.  
Paris: Les Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, 723 pp.

L’auteur nous a accordé le 4 avril 2018 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Jean LECA : [jean.leca@gmail.com](mailto:jean.leca@gmail.com)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

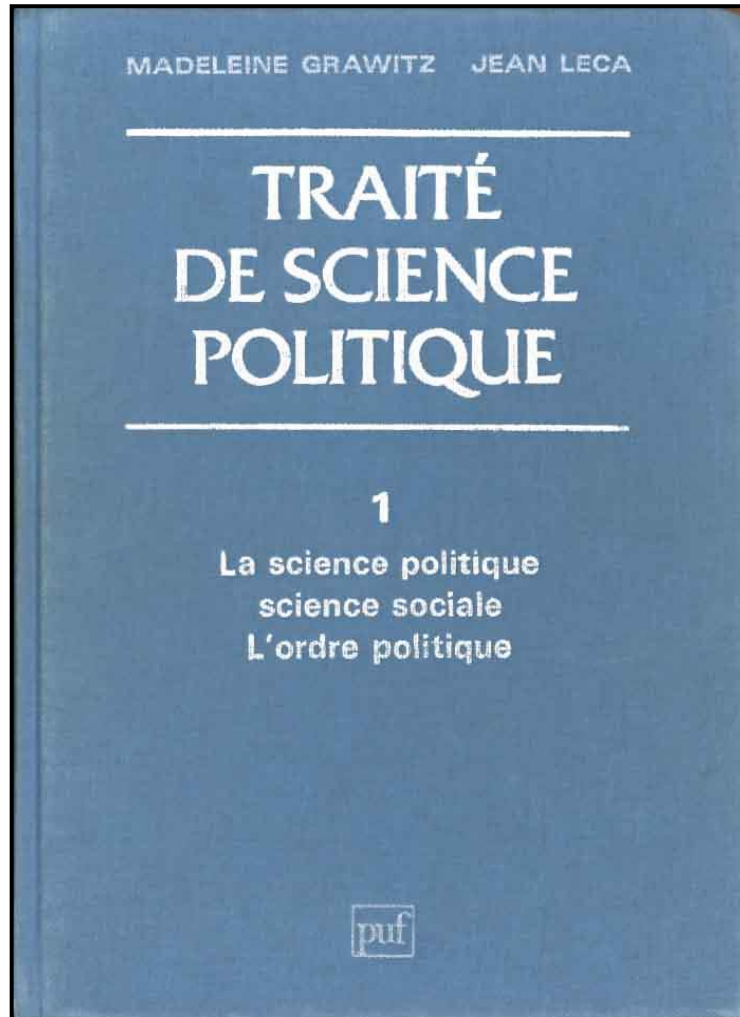
Édition numérique réalisée le 2 avril 2022 à Chicoutimi, Québec.



**Pierre FAVRE**

professeur de Science politique à l'Université de Clermont-Ferrand

**"Histoire de la science politique."**



In ouvrage sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean LECA, **TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE. Tome I. La science politique, science sociale. L'ordre politique.** Chapitre 1, pp. 3-46. Paris: Les Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, 723 pp.

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

## TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.

Tome I. La science politique, science sociale. L'ordre politique

# Sommaire

Chapitre I.

### Histoire de la science politique,

*par P. Favre* [3]

Section 1. *Les conditions d'apparition de la science politique au XIX<sup>e</sup> siècle* [7]

A. *Les conditions d'apparition des sciences sociales* [8]

B. *Les conditions propres à la science politique* [10]

Section 2. *La spécificité des histoires nationales de la science politique* [17]

1. États-Unis [18]

2. Angleterre [21]

3. Allemagne [22]

4. Espagne [25]

5. Italie [26]

6. Après 1945... [27]

Section 3. *Histoire de la science politique en France* [28]

Bibliographie [41]

[3]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome I. La science politique, science sociale. L'ordre politique

**PREMIÈRE PARTIE****Chapitre I**

---

**“Histoire de la science politique”**

Par Pierre FAVRE

[Retour au sommaire](#)

Donner, dans un des premiers chapitres d'un Traité de science politique, des éléments d'une histoire de la science politique exige que soit préalablement tranchée la question de l'objet d'une telle histoire, sans dissimuler l'enjeu que cette question comporte quant à la définition de ce que peut être une science du politique. Concrètement, cet enjeu se manifeste dès lors qu'on doit choisir la période que l'historique couvrira : faut-il opter pour la très longue durée et rendre compte d'œuvres comme celles d'Aristote, de Machiavel, de Bodin, de Montesquieu, de John Stuart Mill, de Tocqueville, en examinant leur apport à l'étude politique ? Faut-il s'arrêter à la très courte période qui a vu la mise au point et l'utilisation des instruments modernes d'analyse politique, la géographie électorale, les sondages, l'étude statistique des parlementaires, etc., et donc choisir comme œuvres fondatrices celles d'André Siegfried (1913), de Merriam et Gosnell (1924) ou de J. F. S. Ross (1943) ? On s'arrêtera dans ce chapitre à la période durant laquelle existent simultanément des institutions de discussion et de transmission d'une science du politique et des travaux de science politique qui tendent à se conformer aux critères modernes de la scientificité. Cela engage à présenter un siècle d'histoire, puisqu'une première et indiscutable vague institutionnelle et intellectuelle s'observe dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, avec une étonnante simultanéité dans les grands États occidentaux. Quelques dates repères l'établissent : en



1871, fondation de l'École libre des Sciences politiques à Paris ; en 1875, création, sur le modèle de la précédente, de la Scuola « Cesare Alfieri » di Scienze Sociali de Florence ; en 1880, création de la School of Political Science de Columbia, et en 1886, la même année donc, lancement de la revue américaine Political Science Quarterly et de la revue française Annales de l'École libre des Sciences politiques. Puis ce sera, en 1895, l'organisation de la London School of Economics and Political Science et en 1903 la fondation de l'American Political Science Association. Quant aux auteurs, il suffit certainement de citer, pour mémoire, von Stein, Tönnies, Jellinek, Weber, Mosca, Brice, Pollock, Goodnow, Burgess, Wilson, Willoughby, Posada (pour ne pas citer d'auteurs français) qui tous publient au moins une partie de leurs travaux avant 1900.

[4]

Le parti pris ici de situer dans les années 1870-1900 l'apparition de la science politique comme discipline doit être plus amplement justifié. Et d'autant plus que ce parti en implique un autre, qui permet de dire dans le même temps comment on opère la sélection des institutions et des recherches qu'on rattache à la science politique (en excluant du même coup les œuvres appartenant à l'économie, à la sociologie, au droit, à l'histoire, à la psychologie...). La question est difficile et ses implications sont nombreuses : on y consacrera le premier développement de ce chapitre.

### *Qu'est-ce que faire l'histoire d'une discipline scientifique ?*

La réponse à une telle question serait simple si deux problèmes étaient résolus : d'une part, celui de la démarcation entre science et non-science, pour parler comme Popper ; d'autre part, celui de la spécificité de l'objet politique – la science politique étant alors par définition la science du politique – ou celui de la spécificité de l'approche « politologique ». Si ces conditions étaient remplies, on saurait immédiatement, aussi bien pour l'époque présente que pour le passé, distinguer une recherche ou un enseignement de science politique d'une recherche ou d'un enseignement voisin de philosophie politique ou

d'histoire. Mais ce n'est évidemment pas le cas, et aucune histoire d'une discipline scientifique – puisque aussi bien il s'agit de « discipline » en dépit de ce que ce concept a de contestable puisqu'il suppose figées les divisions fluctuantes du champ scientifique (Favre, 1980) – ne peut éviter d'être confrontée à chaque instant à la difficile décision de devoir retenir ou rejeter de son investigation tel livre ou telle institution.

Précisons la difficulté. Il est pour la période très contemporaine à peu près possible de dire ce qu'est la science politique comme discipline. Il y a en effet une série de critères sociaux dont l'application est à peu près convergente et qui permettent de circonscrire grosso modo une communauté savante et un terrain d'investigation. Ces critères, classiques, sont : 1) l'existence d'une dénomination revendiquée en commun ; 2) l'accord sur le fait qu'une série d'objets d'étude est du ressort plus spécifique de la discipline : sur ces objets, un ensemble de chercheurs se voient reconnaître parfois un quasi-monopole, parfois, une certaine priorité, parfois enfin la copropriété ; 3) l'existence d'institutions d'enseignement et de recherches assurées de la durée et reçues comme légitimes ; 4) l'existence de supports propres de la diffusion et de la reproduction des résultats de la recherche (revues, manuels, colloques...).

Mais une telle suite globalement convergente de critères n'existe que lorsque la discipline est définitivement constituée comme discipline scientifique, comme c'est le cas aujourd'hui à peu près partout dans le monde pour la science politique, par suite d'ailleurs en partie d'un effet de diffusion international (Andrews, 1983). Avant cette percée définitive, les critères ne s'appliquent pas, ou reçoivent des réponses négatives ou sont divergents, et donc on ne sait pas et on ne peut rigoureusement savoir ce qu'il faut appeler « science politique ». Le découpage du savoir, la classification des disciplines (problème lancinant constamment posé et reposé au XIX<sup>e</sup> siècle) ne sont pas comparables à ce qu'ils sont aujourd'hui, les mots mêmes n'ont pas le même sens, et tel peut par exemple se considérer et être considéré comme [5] philosophe social, économiste et sociologue sans que ces termes se différencient réellement. Le risque alors est de se laisser aller à une histoire récurrente de la discipline, et de chercher dans le passé ce qui « ressemble » à la science politique d'aujourd'hui. À chercher ainsi, on trouvera évidemment dans l'histoire la même science politique

qu'aujourd'hui, mais pré-scientifique ou incomplète ou prémonitoire et l'on succombera à tous les dangers de l'anachronisme (Canguilhem, 1968). Il faut y prendre garde : l'histoire récurrente est la méthode propre à l'histoire des sciences lorsqu'elle fait l'histoire d'un objet (le concept de réflexe, la propagation thermique dans les solides, la classification périodique des éléments). S'agissant d'une discipline, l'histoire récurrente (bien qu'on ne puisse y échapper totalement) est un obstacle au déchiffrement du passé.

Le fait déterminant est là : la science politique d'aujourd'hui *n'a pas été produite seulement* par la science politique du passé, et la science politique du passé n'a pas produit seulement la science politique d'aujourd'hui.

Il faut en fait considérer un ensemble de relations beaucoup plus complexes. 1) Bien évidemment, il y a une science politique du passé (pour fixer les idées : Janet, Sorel, Siegfried) qui a produit la science politique d'aujourd'hui. 2) Mais il y a des sciences politiques du passé – qui étaient nommées, qui étaient perçues comme sciences politiques – qui ont produit autre chose que la science politique. Deux exemples. La science politique telle que la conçoivent des hommes comme Le Bon, Fouillée (*Psychologie du peuple français*, 1898<sup>1</sup>), Boutmy dans ses œuvres tardives (*Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1901) est à l'origine d'une pratique théorique qui n'est plus guère reconnue comme science : la psychologie des peuples. Autre exemple : la science politique telle qu'elle est perçue et dénommée à un certain moment par les juristes français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ne produit que subsidiairement la science politique car elle produit le droit public. Cette science politique là comprend en effet le droit administratif, les finances publiques, le droit constitutionnel et le droit international. 3) Il y a enfin des sciences qui ne sont pas reçues comme sciences politiques et qui revendiquent hautement une autre appellation, mais qui n'en produisent pas moins la science politique d'aujourd'hui. C'est le cas de l'économie (un économiste aussi

---

<sup>1</sup> Afin de limiter une bibliographie qui autrement serait sans bornes, on ne donnera, pour les livres de science politique cités, que le nom de l'auteur, le titre et l'année de première parution, et ces indications figureront dans le texte. On ne renverra à la bibliographie figurant à la fin du chapitre que pour les travaux portant sur l'histoire de la science politique ou susceptibles d'en éclairer la démarche.

authentiquement économiste et aussi célèbre que Paul Leroy-Beaulieu écrit un livre sur la guerre, un livre sur l'État, et le premier grand livre français sur la colonisation). C'est le cas de la sociologie (Durkheim ne fait pas de science politique et se méfie des sciences politiques, il produit néanmoins en partie la science politique d'aujourd'hui – Lacroix, 1981). On ne peut donc résoudre la difficulté de savoir de quoi l'on doit parler lorsqu'on fait l'histoire d'une discipline qu'en en appelant à une suite de spécifications emboîtées.

D'une part, on devra prendre en compte, à titre de première définition, le pur critère formel et dire qu'appartient à la science politique à un certain moment ce qui s'appelle « science politique » et dont il est établi que la dénomination est reçue [6] et employée de manière courante. On aura donc affaire à une succession ininterrompue et assez hétérogène de références : ainsi, pour la France, de l'Académie des Sciences morales et politiques à l'École libre des Sciences politiques, des *Principes de la science politique* d'Esquirou de Parieu (1870) au doctorat es sciences politiques et économiques (1895), de l'agrégation de science politique (1971) aux « sciences du politique », nouvelle commission 38, CNRS (1983)...

Mais si l'on s'en tient à la définition formelle, la science politique prend une extension considérable et perd toute spécificité (on sait que R. Derathé peut en 1950 intituler son livre *J.-J. Rousseau et la science politique de son temps*). C'est qu'en s'en tenant à une définition préalable purement nominale on jette par-dessus bord les impératifs de la définition moderne de la science. Et ces impératifs imposent à leur tour une double spécification. La science est une activité sociale et son fonctionnement met en œuvre une série de mécanismes sociaux : constitution d'une communauté scientifique, « institutionnalisation de la science » (Salomon-Bayet, 1978), mécanismes d'apprentissage et de sélection des savants, mécanismes de légitimation... La sociologie de la science permet de préciser le rôle et l'importance de chacun de ces éléments, sans lesquels il peut peut-être y avoir, momentanément, science, mais pas discipline scientifique puisque ni réelle cumulativité ni tests effectifs des énoncés scientifiques. C'est dire déjà que la science se définit tout autant par la manière dont sont affrontés les critères de scientificité. On sait quels sont les débats sur les critères de scientificité dans les sciences (Ladrière, 1978). Sans entrer dans cette discussion, qui n'a pas sa place ici, il suffit d'observer qu'il y a aujourd'hui un large

accord sur ce qu'est la méthodologie scientifique (qu'on compare par exemple Russo, 1983 et Bunge, 1983) et qu'on peut sans risque définir la scientificité par la possibilité de réitération, à des fins de vérification, de la démonstration conduite, cette possibilité étant inscrite dès sa réalisation dans la recherche puisque celle-ci doit être construite comme vérifiable. On voit qu'un tel critère de scientificité implique l'existence d'une communauté scientifique et que donc les dimensions institutionnelles et méthodologiques de la science sont deux aspects qui ne peuvent être disjoints.

Le double critère retenu pour définir une discipline scientifique – scientificité de la démarche par rapport à des normes habituellement reconnues, existence d'une communauté scientifique insérée dans des cadres institutionnels – contient en lui-même la réponse à la question très débattue, et que nous avons rappelée, de la date à partir de laquelle on peut parler de « science politique ». Ce n'est évidemment ni durant l'Antiquité malgré l'existence éclatante d'une « visée épistémique » (Salomon, Bayet, 1975) chez les plus grands auteurs, ni pendant la Renaissance italienne malgré Machiavel, ni au XVIII<sup>e</sup> en dépit de l'œuvre de Hobbes, ni un siècle plus tard avec Montesquieu et surtout Condorcet (le plus « politiste » des auteurs du siècle des Lumières), que la science politique en tant que discipline (avec sa quête de résultats contrôlables et ses institutions) est constituée. C'est dire qu'il ne s'agira en aucune façon de faire dans ces pages une « archéologie » du savoir politique dans le sens que donne à ce terme Michel Foucault (1962, 1969) : au-delà des rythmes balisés et des correspondances tranquilles de l'histoire des sciences et des idées, de l'évolution politique, du développement économique, il s'agirait de [7] rechercher les ruptures de sens aujourd'hui négligées et les remaniements fondateurs inaperçus, de rendre compte des discours dans un en-deçà de l'opposition science-non-science. Certes, cette archéologie, il faudra l'écrire un jour (et l'on n'est pas sans matériaux pour le faire), mais il nous a semblé qu'il importait plus ici de rapporter les événements qui constituèrent l'histoire immédiate de cette discipline qu'est aujourd'hui la science politique, d'enregistrer les étapes d'une histoire récente rarement narrée, en ne mentionnant que brièvement ce que fut la mutation épistémique antérieure. Pas davantage nous ne proposerons une généalogie de la science politique. Il va certes de soi que tout écrivain politique a, dans le passé, décrit des situations, proposé des

modèles, avancé des propositions dont la science politique actuelle fait usage (de Thucydide à Clausewitz, de Machiavel à Tocqueville, mais devraient aussi être retenus de multiples auteurs mineurs dont l'apport est cristallisé de temps à autre dans des œuvres promises à plus de célébrité). Mais un tel exposé généalogique, outre qu'il serait sans limites, ne peut prendre place dans l'histoire d'une discipline scientifique définie par les institutions qui y existent et les normes qui y sont respectées. Pour un objet donné (la théorie des jeux, la stratégie, la dissuasion...) on peut examiner ce qui, dans les doctrines du passé, a contribué à faire surgir les concepts actuels, à leur donner sens : l'entreprise est légitime, quoiqu'elle puisse être mystificatrice (cf. par exemple les critiques de L. Althusser, 1965). Elle ne nous semble pas devoir être retenue pour une science dans sa totalité, qui a emprise sur une collection d'objets, et pour laquelle donc les « précurseurs » pourraient être désignés par centaines (de statut différent, il est vrai). Dans les pays du monde les plus développés, c'est donc toujours dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle qu'une science politique initiale, selon les critères que nous avons retenus, fait son apparition. Cette simultanéité, on en dira dans la section 2 de ce chapitre à la fois la réalité et les limites, et on montrera qu'elle n'interdit pas ensuite bien des singularités dans le développement de la discipline dans chaque pays (la section 3 sera quant à elle consacrée exclusivement à l'histoire de la science politique en France). Mais l'existence même de cette simultanéité donne à penser qu'il y a des origines communes à l'émergence d'une science politique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays occidentaux. Il fallait que certaines conditions d'apparition de la discipline soient remplies : c'est à l'examen de ces conditions qu'une première section doit être consacrée.

## Section 1

### *Les conditions d'apparition de la science politique au XIX<sup>e</sup> siècle*

[Retour au sommaire](#)

La science politique est l'une des sciences sociales qui apparaissent au XIX<sup>e</sup> siècle : des conditions d'ordre général ont en effet permis la naissance des sciences sociales tout au long du siècle, et la science politique en est tributaire comme les autres. On [8] les étudiera en premier lieu. Mais il existe également des conditions spécifiques propres à la seule science politique : elles nous arrêteront ensuite plus longuement.

#### *A. LES CONDITIONS D'APPARITION DES SCIENCES SOCIALES*

L'essor des sciences sociales en tant que nouvelles disciplines scientifiques tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle – qu'il s'agisse de l'histoire, de l'économie, de la psychologie, de l'anthropologie, de la géographie humaine, de la science politique – tient à un ensemble de causes qu'on ne saurait détailler ici. Il suffit de recenser pour mémoire les grands ordres de déterminations dont l'effet peut être au moins conjecturé, même si chacun d'eux demanderait à être exactement mesuré et articulé. On en retiendra quatre.

1. Parce qu'elle change le monde et parce qu'elle change l'appréhension du monde, la révolution industrielle contribue à rendre différente la réflexion sur les sociétés humaines. La standardisation des produits, le développement des nouvelles technologies, le raccourcissement des distances par le progrès des moyens de transport, l'exploitation de la terre entière en même temps que l'apparition de nouveaux modes d'encadrement des populations, l'ouverture des frontières et la confrontation des productions nationales (la première exposition universelle – celle du Crystal Palace – se tient à Londres en 1851) tout à la fois focalisent l'attention sur de nouveaux objets et favorisent l'apparition d'un autre regard, lui aussi plus apte à compter,

à comparer, à explorer. La production à grande échelle, une division du travail sans cesse plus poussée, la progressive concentration industrielle, la croissance des centres urbains, l'exploitation des ouvriers sont grosses de la « question sociale » et très tôt de l'interrogation sociale et de l'enquête sociale (qu'elles soient à fins « réactionnaires » comme en France celle de Le Play ou à fins révolutionnaires comme en Angleterre celle d'Engels).

Encore reste-t-il une difficulté : la révolution industrielle, à quel moment donne-t-elle son plein effet ? La réponse est riche d'enseignements pour l'histoire des sciences sociales, puisque les historiens tendent maintenant à situer plus tardivement la révolution industrielle, et à estimer que ce n'est réellement que vers 1870 que se situe, tant pour le mouvement ouvrier que pour la mutation économique, la rupture décisive (date symbolique : les premiers gratte-ciel s'édifient aux États-Unis dans les années 1875-1880). À ce compte, triomphe de la révolution industrielle et institutionnalisation définitive des principales sciences sociales ne sont plus guère séparés que par le temps d'une génération.

2. Le long surgissement de l'individualisme (au sens le plus large de valorisation de l'individu comme être indépendant) était ensuite une condition nécessaire à l'apparition des sciences sociales, et cela essentiellement de deux points de vue. D'une part, les individus peuvent désormais se penser en retrait du monde social et donc estimer pouvoir l'observer « comme une chose ». De surcroît, c'est avec l'individualisme que se fait plus systématique la nécessité du « projet créateur » individuel, par lequel « l'intellectuel » a à cœur de se réaliser dans une œuvre – recherche, [9] livre, cours – qu'il veut croire indépendante de la pression des instances sociales. D'autre part, et comme en reflet, l'individualisme contribue à la différenciation des rôles et des espaces, différenciation tout autant nécessaire à la constitution des sciences sociales. L'individu doit pouvoir être individualisé par l'observateur pour devenir objet de science, et il le sera d'autant mieux qu'il se pensera et se proclamera lui-même comme individu, doté de rôles qui peuvent à leur tour être distingués (le consommateur, le producteur, l'électeur, le croyant, le militant...). Dans le même temps, l'autonomisation d'un « espace public » distinct de la sphère privée, dont Habermas (1978) montre combien il apparaît pleinement avec la société bourgeoise (de même que l'individualisme



naît au XVII<sup>e</sup> siècle du rejet par les théoriciens anglais de la tradition chrétienne – Macpherson, 1971), autorisera les économistes, les sociologues, les politistes à en traiter de manière tout aussi autonome.

3. La valorisation de la science et une précision croissante dans la conception d'une scientificité minimum ne pouvaient pas ne pas progressivement s'étendre aux études sociales. L'introduction de la science, au sens moderne, dans l'analyse sociale est très lente, puisque les précurseurs en sont évidemment Hobbes et Locke, que les physiocrates ensuite sont les premiers à constituer une véritable École autour de l'idée d'une nécessaire scientifisation des études sociales, qu'enfin la plupart des théoriciens du XIX<sup>e</sup> siècle se donnent pour scientifiques (et pas seulement, bien évidemment, Auguste Comte, qui popularise la formule ambiguë du positivisme). Mais le plus important est que, dès le début du XIX<sup>e</sup>, la conception même de ce que doit être la science se précise progressivement dans un sens qui devient de plus en plus proche du sens actuel : étude des faits, observations scrupuleuses, recherche des relations de cause à effet, mise à jour de lois. Qu'on parle de « science expérimentale », ou comme Auguste Comte de « physique sociale », n'importe pas ici : en un siècle, l'idée d'une méthode scientifique et l'idée qu'on puisse appliquer cette méthode à l'homme et aux hommes se sont rencontrées et imposées. Au bout du chemin, tous les territoires sociaux allaient y être soumis.

4. Enfin, la morphologie de la classe particulière des producteurs et des consommateurs de sciences humaines se modifie considérablement dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment du fait de l'émergence de l'Université moderne (pour la France, cf. Weitz, 1983 ; pour les États-Unis, Veysey, 1965). Le nombre des professeurs ou candidats professeurs augmente, provoquant l'engagement d'un processus de saturation du champ des recherches, avec donc tendance à produire des études de plus en plus spécialisées, apparition d'une concurrence pour la découverte de nouveaux secteurs de la connaissance ou de nouveaux modes d'investigation. Dans le même temps, l'évolution du niveau scolaire moyen de la population, l'apparition de possibilités nouvelles de tirages nombreux et rapides de livres, la mise en place d'une véritable édition universitaire, de collections, de revues (les figures importantes que sont le directeur de revue et le directeur de collection apparaissent à la fin du siècle) poussent évidemment à la diversification

et à la multiplication des disciplines et donc à l'investissement des domaines de recherches encore en friche.

[10]

### *B. LES CONDITIONS PROPRES À LA SCIENCE POLITIQUE*

Ces conditions d'apparition des sciences sociales, qu'on vient très sommairement de désigner, étant remplies, cette science sociale particulière qu'est la science du politique devait normalement surgir au milieu de ses compagnes. Des conditions particulières devaient cependant se réaliser pour qu'émerge la science politique (chacune des sciences sociales étant soumise pour son compte à des conditions d'émergence propres qui s'ajoutent aux conditions générales, en facilitent ou en perturbent le jeu). Ces données propres doivent être regardées de près, car même si elles ne sont pas nécessairement les plus importantes, elles permettent de comprendre ce que seront les particularités du destin de la discipline. En acceptant une part d'arbitraire (elle apparaîtra au lecteur), on distinguera trois conditions.

1. La condition la plus apparente est relative à la catégorie même de politique. Pour qu'une science sociale puisse se saisir d'objets, il est nécessaire que ces objets aient une autonomie suffisante pour qu'on puisse les penser comme propres à l'investigation scientifique. Dire ici ce qui a mis en route et entretenu le long processus d'autonomisation du politique dépasserait l'objectif de ces pages, montrer comme il y a eu interaction entre un objet devenant autonome et le savant délimitant son objet et renforçant de ce fait son autonomie exigerait également des développements trop particuliers là où il importe seulement de donner quelques repères et d'ouvrir à quelques interrogations.

Situer chronologiquement les moments où se constituent les catégories actuelles de division de l'espace mental et social n'est généralement pas chose aisée. S'agissant de la division entre l'économique et le politique, on s'accorde à penser qu'une page est tournée en 1776 avec la parution de l'[\*Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations\*](#) d'Adam Smith (Dumont, 1977). Mais un siècle sera encore nécessaire pour que l'économique cesse d'être une

subdivision du politique, et encore cette séparation demeurera jusqu'à une date récente précaire et fluctuante (Le Van-Lesmesle, 1977, 1980). La séparation de la catégorie morale et de la catégorie politique est encore plus lente : sans doute commence-t-elle à partir du XIII<sup>e</sup> siècle (Dumont, 1965) lorsque la religion laisse s'éloigner le politique, probablement par le détour du droit. Cette séparation sera scandée, elle aussi, par des œuvres mémorables (Manent, 1977) – Machiavel, *Le Prince* ; Hobbes, *Le Léviathan*... – mais n'apparaîtra en toute clarté qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Il appartient à Hegel, on le sait, d'élaborer la première théorie moderne de l'État distinct de la société civile, et même transcendant la société civile puisque devant résoudre rationnellement les antinomies entre l'individuel et le collectif. Hegel fera du domaine politique un espace à la fois autonome, primordial, et où la raison trouve à s'appliquer (Principes de la philosophie du droit, 1821) : il rend ainsi légitime l'investigation du politique par la science (comme il permettra à la théorie marxienne de trouver un fondement dans une Critique de la philosophie de l'État de Hegel qui est aussi « critique de l'essence politique » ; Henry, 1976). Il ne faudrait cependant pas croire que le politique ne s'individualise que dans ces scissions, d'avec la morale, d'avec l'économique, d'avec la société civile. En réalité, [11] c'est une multitude de catégories qui disloquent en ces temps la connaissance : la catégorie du « diplomatique » (la politique extérieure) se constitue assez tôt, et le processus est achevé au XVIII<sup>e</sup>. La catégorie de l'« administratif », au sens actuel, se construit également tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, pour entretenir avec le politique un rapport complexe et ambigu. Et il faudrait y ajouter – mais ce serait d'autres histoires – le social, le psychologique, etc.

Nulle part n'apparaît mieux que dans le langage la trace d'une telle autonomisation du politique (Damamme, 1982). Très longtemps, la politique est perçue comme un art – celui de bien gouverner en assurant le bien public –, comme un savoir-faire, comme une pratique réclamant prudence, morale, logique, savoir historique et savoir jurisprudentiel. La science du politique est donc multiple et par exemple au XVIII<sup>e</sup> siècle, selon les auteurs, cette science est aussi bien la science de l'homme civil, la science sociale (toutes deux prises comme concernant la conduite civique, morale, politique, économique) ou le droit naturel, ou encore le droit public parfois désigné comme « jurisprudence politique ». On peut le supposer : à terminologie aussi flottante, concept

non individualisé. Le concept commence à se préciser dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, où la diversité se limite à deux sens. Selon l'un des usages, la science politique se réduit à la seule étude des institutions politiques ou à celle des rapports entre le gouvernement et le peuple (qu'on nomme souvent « droit politique »). L'usage le plus fréquent reste cependant celui par lequel la science politique, jointe à la science morale (les fameuses « sciences morales et politiques »), perd toute spécificité pour recouvrir toutes les sciences humaines émergentes, de la psychologie à l'histoire, en même temps que la philosophie et la morale. À la fin du XIX<sup>e</sup>, le sens de politique et de science politique se stabilisera, ou du moins se placera entre des sens plus homogènes, dans lesquels le lecteur d'aujourd'hui n'a pas de mal à se mouvoir (Favre, 1983 b).

Corrélativement, il est probable (mais l'établir par comparaisons historiques n'irait pas de soi) que, dans cette même fin du XIX<sup>e</sup>, les doctrines politiques à la fois se diffusent plus largement et se distinguent avec plus de netteté. Les programmes politiques sont plus tranchés, plus apparents, repris par une presse dont le tirage n'a plus aucune mesure avec celui du passé, et relayés par des institutions dont c'est la vocation exclusive, les partis politiques. De ce fait, l'univers de l'idéologie politique est plus structuré, les reliefs mieux accusés, on peut plus aisément s'y situer, et, en même temps, la séparation des jugements politiques et des jugements scientifiques devient un enjeu en même temps qu'un nouveau mode distinctif.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle voit donc s'achever – provisoirement – une période de division de l'espace de la représentation du monde social en multiples espaces autonomisés. Cela permet au politique *d'apparaître* comme un domaine séparé, susceptible donc d'être pris en charge par une science séparée, la science politique (la question de savoir si le politique est « réellement » autonomisé ne se pose évidemment pas ici).

2. La deuxième donnée favorable à l'éclosion d'une science du politique doit être recherchée dans l'apparition d'une administration moderne et dans la [12] croissance du personnel administratif dans les États. Parfois même, le caractère très précoce de la constitution d'une administration moderne entraîne corrélativement l'apparition d'une science « camérale » qui n'est pas simple exégèse de textes réglementaires, mais déjà science politique : ainsi en Prusse où les premiers caméralistes (von Justi, Putter, von Sonnenfels) apparaissent

dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> et sont à l'origine d'une tradition qui fera la force des écoles juridiques allemandes du XIX<sup>e</sup> (tant dans le domaine de la philosophie du droit que dans celui du droit administratif, dont le fondateur est Otto Mayer, *Deutsches Verwaltungsrecht*, 1895-1896) (Small, 1900).

Que le développement de l'administration entraîne un développement corrélatif du droit administratif ne saurait surprendre, aussi faut-il davantage souligner que la croissance de l'administration provoque simultanément, et souvent d'abord, le développement de la science politique.

Le développement de l'administration a en effet en premier lieu pour conséquence de susciter, sous des formes très diverses, l'apparition d'écoles d'administration, ou au moins d'études spécifiques visant à préparer à la fonction administrative. Or, ces écoles, ou ces départements de facultés, ou ces cursus propres se donnent toujours des objets plus larges que ne le voudrait leur fonction si elle était strictement entendue (pour la France, Thuillier, 1980, 1983). On y développe l'étude du droit administratif, des finances publiques, de la jurisprudence, mais aussi l'étude de l'histoire des institutions politiques et des théories politiques, de l'économie politique, de la statistique, voire de la sociologie. Pour de simples raisons matérielles, la science politique ne pouvait se développer si elle était réservée à la seule éducation des hommes politiques : le dialogue du précepteur et du prince, toutes les politiques composées pour l'éducation de tous les dauphins, si après tout elles préfiguraient et l'œuvre de science politique et l'institution d'enseignement politique, ne pouvaient assurer le développement d'une communauté de politistes. À partir du moment où l'enseignement administrativo-politique s'adressait à la catégorie beaucoup plus nombreuse des candidats à la fonction publique, le développement de l'enseignement et des recherches était comme de surcroît assuré.

De surcroît ? Pas même, car – en amont, pourrait-on dire – l'existence même de l'administration atteste qu'une évolution décisive s'est produite. L'action gouvernementale n'est plus, comme elle était conçue jusqu'au XVIII<sup>e</sup> (et même plus tard, jusqu'à, en France, chez Cousin), une action dérivée qui est soumise au droit naturel ou à la loi naturelle, aussi diverses que puissent en être les définitions. Il est acquis désormais que l'administration peut et doit non pas seulement gérer le

système social, mais le transformer, l'orienter, le conduire là où le pouvoir politique veut qu'il aille. Cela signifie que le système social est perçu comme maîtrisable, et donc qu'il y a rationalité et prévisibilité du réel social. Le modèle bureaucratique tel que le décrit Max Weber est tout entier fondé sur la possibilité d'une action rapide, rationnelle, basée sur le seul calcul, rigoureusement « déshumanisée », le fonctionnaire étant « objectif » puisque faisant abstraction de ce qui lui est personnel. Le politique cesse progressivement ainsi d'être le lieu d'élection des choix philosophiques, des débats sur les valeurs primordiales dont il faut assurer la victoire, pour être un domaine où peut triompher la rationalité instrumentale. Il [13] ne s'agit plus seulement de débattre des fins, il faut encore (il faut surtout ?) être à même de mettre en œuvre des moyens efficaces d'action sociale.

Des liens très forts unissent de ce fait administration et science politique, liens forts et complexes, car l'idée d'une rationalité possible de l'action administrative a pu se traduire par des propositions très différentes. Certains en déduisirent qu'il fallait soustraire l'administration à la politique (sous-entendu à l'influence corruptrice des partis) et mettre en place des systèmes d'expertise. Ainsi, aux États-Unis, les premières études du gouvernement des États sont provoquées par la constatation de la corruption des administrations locales et par la volonté d'en rechercher la cause et de la combattre. C'est le programme que donne en 1889, dans la revue *Political Science Quarterly*, Woodrow Wilson dans son célèbre article « *The study of Administration* ». « Il faut, écrit-il, une science de l'administration pour assurer la démarche cohérente du gouvernement, rationaliser son action, renforcer et purifier son organisation... ». Un tel programme ouvrira à une science administrative inaugurée notamment par Frank J. Goodnow dans *Comparative Administrative Law* (1893), *Municipal Home Rule* (1895), et qu'il couronnera par une féconde tentative de théorisation : *Politics and Administration* (1900). Goodnow s'y applique à distinguer un champ d'études administratives et un champ d'études politiques, et choisit pour lui-même le versant administratif (*The Principles of the Administrative Law of the United States*, 1905). Les administrations locales, très tôt convaincues, vont alors créer des centres d'études et de documentation, le premier étant, en 1907, le Bureau of Municipal Research de New York. Dans presque tous les États, des groupes de recherche universitaires vont se constituer en liaison avec les

administrations d'États pour étudier chaque problème selon les normes de la nouvelle science.

Mais, à l'inverse, la politique va faire sienne l'idée de la rationalité instrumentale et se tourner également vers la science pour assurer l'efficacité de son action. Ainsi, en Angleterre, les socialistes vont-ils créer une société de pensée, la Fabian Society, menée par des dirigeants prestigieux (les Webb, G. B. Shaw, G. Wallas, H. G. Wells) qui va multiplier les recherches sur tous les aspects de la vie publique et publier un grand nombre de rapports.

Les deux types de pratiques devaient se rejoindre, les administrations commander des études dans des domaines de plus en plus vastes, et les gouvernements et partis politiques s'entourer de plus en plus fréquemment de comités d'experts. Dans un pays comme l'Angleterre, la recherche de la rationalité administrative et l'exigence de l'examen démocratique des problèmes convergèrent : l'étude des grandes questions politiques fut ainsi fréquemment depuis le XIX<sup>e</sup> siècle confiée à des commissions royales d'enquête ou à des comités d'enquête ministériels, dont certains eurent des objets spécifiquement politiques, portant sur les mécanismes gouvernementaux – Comité Haldane, 1918 –, sur le gouvernement local – Comité Hadow, 1930 –, sur les pouvoirs des ministres en 1932, etc. (Unesco, 1950, p. 317-319). Science politique, alors ? Pas nécessairement. Mais la croyance que les problèmes de l'administration des choses et du gouvernement des hommes étaient susceptibles d'expertise contribuait puissamment à la constitution d'une science du politique (même si, ultérieurement, cela pouvait se transformer en obstacle).

[14]

3. Dernière condition (pour se limiter, répétons-le, aux trois conditions les plus apparentes) : la laïcisation et surtout la démocratisation de la politique. Sans qu'il soit nécessaire, ni d'ailleurs possible dans ces pages, de retracer le long processus qui met fin au monopole des princes et des clercs quant à la manipulation du politique, il est certain qu'au XIX<sup>e</sup> l'accès au politique est d'une autre nature que dans les siècles antérieurs. Le suffrage censitaire, puis universel – parfois à l'extrême fin du siècle, comme en Espagne en 1890, parfois plus tard encore, comme en Italie en 1913 –, élargit considérablement la participation politique et tout à la fois généralise et légitime la

discussion politique. L'État libéral tend à devenir (ou du moins à faire croire qu'il devient) un instrument neutre dont les objectifs – le programme, la « politique » au sens de politique publique – peuvent changer au gré des changements de majorité dans le corps électoral. La politique peut donc se traduire, au moins pour une part, en questions à débattre et si possible à résoudre : question constitutionnelle (comment constituer les organes constitutionnels et quels rapports établir entre eux ?), question électorale (dans quel cadre doivent s'exprimer les choix populaires ?), question religieuse (quel rapport entre l'Église et l'État ?), question sociale, question diplomatique, question coloniale... On ne saurait cependant déduire du lien incontestable entre développement de la science politique et laïcisation du politique par les libéralismes (au sens large) que la science politique a partie liée à la conciliation et au juste milieu politiques. Certes, le débat démocratique a pu lui servir de point de départ : « Le premier mouvement est l'attaque politique, mais insensiblement il pousse à l'analyse » (Legendre, 1966). Cependant, on l'a dit, il y a des secteurs entiers, et parfois les plus liés à la dispute politique, qui n'enclenchent pas ce processus. Et ensuite la polémique et le conflit, l'utopie et la révolte ont aussi alimenté la science en cours de constitution, dans ses œuvres et parfois dans ses institutions. Même si *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx n'a été que tardivement lu comme contribution à la science du politique, ce n'est pas moins œuvre précurseur, issue du combat politique. Et *l'Enquête sur la monarchie* de Maurras, après tout, est bien une enquête. Il semble cependant que l'émergence de la science politique tienne moins à la lutte politique qu'à d'autres conditions, intellectuelles et sociales. Hegel et Comte (l'espace du politique et le positivisme), les progrès de l'administration et l'irrésistible avancée de l'égalitarisme y seraient plus importants que les « Trois Glorieuses » ou la Commune. Ce paradoxe, s'il se confirme, mériterait approfondissement.

La laïcisation et la démocratisation de la politique n'emportent pas seulement avec elles un climat nouveau favorable à la science politique, fait de libre discussion et de rationalisation de l'argumentaire politique : au XIX<sup>e</sup> siècle, bien peu échappent à la tentation de dire leurs options politiques fondées scientifiquement (cf., pour les républicains français, Nicolet, 1982). Cette transformation radicale a pour effet surtout de rendre l'étude politique normale en démocratie : elle fait des études



politiques un bagage naturel pour le citoyen, elle justifie que des spécialistes se consacrent à un objet dont la connaissance aide à la réalisation du bien commun. Effet morphologique (les auteurs tentés par l'investigation politologique sont plus nombreux) et effet culturel (la légitimation de l'objet [15] politique) se conjuguent pour rendre rapidement les recherches nombreuses.

Très naturellement, c'est dans le domaine le plus immédiat, celui de l'organisation constitutionnelle de l'État et des modes d'intervention des citoyens dans le gouvernement local et national, que les travaux se multiplient d'abord : c'est à travers eux que, dans la plupart des pays occidentaux, la science du politique se concrétise. Il en est ainsi aux États-Unis où la plupart des premiers grands classiques de la science politique sont des études constitutionnelles, comme celles de Thomas M. Cooley, *General Principles of Constitutional Law* (1880), de Thomas W. Burgess, *Political Science and Comparative Constitutional Law* (1890), ou encore la recherche historique de George Bancroft, *History of the Formation of the Constitution of the United States* (1885), avant que de très nombreux et parfois très précoces ouvrages spécialisés étudient certains aspects des principales institutions politiques américaines ou leurs rapports, la Présidence, le Sénat, la Chambre des représentants, la Cour suprême... Selon les pays et les événements politiques, un aspect ou l'autre de l'organisation constitutionnelle de l'État va prendre le devant de la scène. Dans l'Allemagne depuis peu unifiée sous une forme fédérale, la question du fédéralisme fait l'objet d'une intense réflexion et d'innombrables études y sont consacrées. Paul Laband et Georg Jellinek polémiquent sur le concept d'État fédéral, Max Seydel publie dès 1884-1886 son *Bayrisches Staatsrecht*, tandis que l'étude systématique de Georg Meyer et Gerhard Anschutz, *Deutsches Staatsrecht*, connaît sept éditions avant le premier conflit mondial. Une revue, *Reich und Länder*, en viendra à être exclusivement consacrée aux problèmes du fédéralisme. À l'inverse, aux États-Unis, après le traumatisme de la guerre de Sécession, la question fédérale est pratiquement expulsée du champ de l'étude politique, et ce n'est qu'après la crise économique, dans les années trente, qu'une série d'ouvrages réexaminent le rôle du pouvoir central par rapport aux États (cf., par exemple, *The Administration of Federal Grants to the States* de V. O. Key, 1937 ;

*The Rise of a New Federalism* de J. P. Clark, 1938 ; ou *The New Centralization* de G. C. S. Benson, 1940).

Cependant, l'élucidation de la logique du rapport entre les questions politiques qui se posent à un moment donné dans une société et les études de science politique prenant pour objet ces questions est délicate (pour la France, cf. Favre, 1983 b). Il y a des questions qui polarisent immédiatement l'attention et sur lesquelles les publications se multiplient : il en est ainsi en Grande-Bretagne, notamment entre les deux guerres, de l'étude institutionnelle du Commonwealth ou en France de l'examen des problèmes de la colonisation. De même, la « guerre psychologique » menée durant la première guerre mondiale fait naître, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, un grand nombre de recherches sur la propagande politique. Ou encore, fascisme et national-socialisme font l'objet, en France, aux États-Unis – où beaucoup d'auteurs allemands ont trouvé refuge – ou en Angleterre, de multiples travaux exactement contemporains des faits étudiés (cf., par exemple, pour l'Angleterre, R. W. Seton-Watson, *Britain and the Dictators*, 1938 ; F. A. Voigt, *Unto Caesar*, 1938 ; A. Cobban et Diana Spearman, *Dictatorship, 1938-1940* ; E. Barker, *Reflections on Government*, 1942). En Italie, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les recherches sur le fascisme sont immédiatement [16] innombrables, et si beaucoup d'œuvres se limitent au témoignage, voire au plaidoyer pro domo, il y a dans le même temps un nombre considérable de recherches d'histoire politique.

Par contre, d'autres objets, et non des moindres, échappent durablement à l'investigation. Ainsi, l'attention portée par la plupart des politistes aux institutions démocratiques, au droit et usages parlementaires, aux libertés publiques, a d'une manière inattendue considérablement retardé l'étude des élections et des partis politiques. Les recherches les concernant n'apparaissent que très tard : ainsi, la première étude américaine approfondie porte, on le sait, sur la campagne électorale de 1940 (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, *The People's Choice*), et la première étude anglaise systématique sur les élections de 1945 (McCallum et Miss Readman, *The British General Election of 1945*). Et si, en France, le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, l'étude monumentale d'André Siegfried, paraît en 1913, l'œuvre restera isolée et il faudra attendre 1945 pour que la sociologie électorale se développe. Ce n'est que lorsque les institutions sont

menacées ou ne répondent pas aux espoirs placés en elles que les études sont plus précoces : si les études des partis politiques sont relativement nombreuses en Allemagne après la première guerre mondiale, c'est certainement parce que la république de Weimar et le rôle majeur qu'y jouent la pratique de la dissolution et la représentation proportionnelle multiplient les formations politiques et focalisent sur elles l'attention (cf. Hans Nawiasky, *Die Zukunft der politischen Parteien*, 1924 ; Otto Köllreutter, *Die politischen Parteien im modernen Staat*, 1926 ; Hermann Triepel, *Die Staatsverfassung und die politischen Parteien*, 1927). De la même manière, si « l'opinion mène le monde » et plus encore les démocraties, l'étude de l'opinion, la fabrication des instruments d'investigation de l'opinion publique sont très tardifs. Les études précurseurs paraissent aux États-Unis au milieu des années vingt, mais ne trouvent de réels développements qu'à la fin de l'entre-deux-guerres, tandis qu'en France Jean Stoetzel fonde l'Institut français d'Opinion publique en 1938, et qu'en Grande-Bretagne les tentatives de *Mass observation* de Ch. Madge et Tom Harrisson (1937) dévient rapidement vers une quête de la psychologie de l'homme moyen (Britain, 1939) sans fécondité réelle.

Ces conditions d'émergence propres à la science politique – autonomisation du politique, apparition de l'administration moderne et croyance corrélatrice en une rationalité instrumentale propre à légitimer l'action administrative, démocratisation des choix politiques et généralisation du libre examen des questions politiques – éclairent immédiatement ce qui constituera dans le même temps des obstacles à la quête de la scientificité dans le domaine des recherches politiques. Les objets les plus courants en science politique, non seulement sont revendiqués par d'autres instances (les partis politiques, la presse...), non seulement résultent d'un découpage de la réalité qui peut occulter les aspects les plus significatifs de cette réalité (qu'on songe au rapport fréquent d'exclusion entre sociologie et science politique), mais sont fréquemment sujets des exclusives du pouvoir ou de détournements à des fins pragmatiques. Le cas extrême est évidemment le dévoiement de la science politique, à certaines époques, dans les États totalitaires, lorsqu'elle admet de n'être qu'au service du pouvoir, louant sa légitimité et [17] s'employant à démontrer l'applicabilité de sa doctrine officielle. Mais le service d'une cause ou la simple finalisation politique ou instrumentale de la recherche peuvent aussi subvertir les études

politiques. L'histoire même de la science politique dans les différents pays, avec ses irrégularités, ses rythmes propres, ses spécificités, le montre assez.

## Section 2

### *La spécificité des histoires nationales de la science politique*

[Retour au sommaire](#)

L'histoire de la science politique dans les principales nations du monde occidental ne peut à l'évidence être narrée en quelques pages, puisque cela supposerait que l'on restitue la succession chronologique de toutes les œuvres de science politique marquantes dans ces pays depuis un siècle, en en rappelant la problématique et en les situant dans le champ en mutation de l'ensemble des sciences sociales. Ce serait de surcroît faire double emploi avec de nombreux passages du présent Traité où l'historique des analyses de chaque question propre sera fait, où l'examen des principaux ouvrages de la science politique mondiale viendra s'insérer dans l'étude de chaque objet. Il importe plus simplement ici, tout en fournissant quelques repères chronologiques, de donner le sens général de l'évolution de la science politique. Et celui-ci tient en quelques notations : 1) Il y a quasi-simultanéité de l'apparition de la science politique au sens moderne dans les pays occidentaux, 2) mais cette simultanéité ne doit faire conclure ni à une identité ni à un développement ultérieur comparable. Au contraire, durant la fin du XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup>, chaque science politique nationale a une spécificité très marquée de ses problématiques et de son champ d'étude, souvent relativement restreint. 3) Le domaine actuel de la science politique n'est systématiquement couvert que relativement tard, aux alentours de la deuxième guerre mondiale, et d'abord dans les pays les plus avancés, États-Unis et Grande-Bretagne. 4) La science politique ensuite s'uniformise dans les différents pays, les spécificités nationales tendent à se limiter (sauf naturellement dans les pays à idéologie politique d'État, comme l'URSS et les pays de l'Est). Les communautés nationales de politistes sont suffisamment étoffées pour que tous les objets classiques soient étudiés, ne serait-ce que par

quelques-uns, et les échanges internationaux suffisamment nombreux pour que les problématiques nationales ne soient plus incompatibles.

On ne reprendra pas dans cette section ces différentes étapes. Elles se dégageront d'elles-mêmes des quelques historiques (jusqu'à la dernière phase exceptée) que nous présenterons pour les pays où la science politique est apparue au moment privilégié de la première émergence, dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Italie). On vise évidemment davantage à [18] donner les quelques jalons chronologiques utiles qu'à faire un historique approfondi, pour lequel quelques pages seraient fort insuffisantes. Quant à la France, elle fera l'objet de développements plus importants dans la section suivante.

## 1. États-Unis

[Retour au sommaire](#)

Une série d'événements convergents datent la première institutionnalisation de la science politique américaine (Unesco, 1950 ; Grick, 1959 ; Somit, 1967 ; Waldo, 1975). En 1880, John W. Burgess crée la School of Political Science de l'Université de Columbia dans le cadre de laquelle va être publiée en 1886 la revue *Political Science Quarterly*, tandis qu'à la Johns Hopkins University, où existe depuis 1877 une Johns Hopkins Historical and Political Science Association, est lancée une collection d'études de science politique et historique. Quant à l'American Political Science Association, elle est créée en 1903 et publie à partir de 1906 l'*American Political Science Review*. Dans la même période paraissent un bon nombre d'ouvrages qui seront les « classiques » du temps, et notamment ceux de Dwight Woolsey, William W. Crane et Bernard Moses, Woodrow Wilson, John W. Burgess, W. W. Willoughby <sup>2</sup>...

---

<sup>2</sup> Il s'agit notamment de *Political Science* de Dwight Woolsey (1878), de *Politics : An introduction to the Study of Comparative Constitutional Law* de W. W. Crane et B. Moses (1884), de *The State* de W. Wilson (1889), de *Political Science and Comparative Constitutional Law* de John W. Burgess (1890), de *An Examination of the Nature of the State : A Study in Political Philosophy* de W. W. Willoughby (1896).

La science politique américaine se caractérise depuis cette date par un développement d'une grande régularité. Si les particularités nationales restent notables, le nombre des politistes est tel (l'Association américaine de Science politique compte 1 300 membres en 1920 et 2 800 vingt ans plus tard) que progressivement une très grande variété de domaines sont couverts. Une enquête portant sur l'année 1950 établit que les deux domaines où les recherches universitaires sont très nettement les plus fréquentes sont les études de « Government » et de « Public Administration » (Hawley, Dexter, 1952). Cette prééminence reflète parfaitement la situation de la science politique américaine depuis ses origines. En effet, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le champ de la discipline est dominé par ces deux pôles et ce n'est qu'en arrière-plan qu'une science politique plus diversifiée vient progressivement s'inscrire.

On a déjà fait référence supra à la place des études de « Government » aux États-Unis. Il serait inexact d'y voir des études constitutionnelles au sens français. On y trouve en fait un ensemble plus vaste où les études des institutions politiques et des régimes politiques s'élargissent à celui des modes d'action politique et s'ouvrent aux attitudes politiques (cf. en ce sens l'ouvrage de Charles Merriam, *Systematic Politics*, 1945). Si bien que dans cette tradition, à côté d'études nombreuses sur la présidence, le Congrès..., on compte des ouvrages plus théoriques, et par exemple ceux de R. M. Mac Iver, *Modern State* (1926), de Ch. Merriam, *Political Power* (1934) et *The Role of Politics in Social Change* (1936) ou, plus tardivement, celui de C. J. Friedrich, *Constitutional Government and Democracy* (1946).

[19]

Les études de « Public Administration » (dont Goodnow avait, on l'a dit, vigoureusement établi dès 1900 le principe et la légitimité) débordent également le sens restreint qu'on pourrait donner en France à l'expression : l'étude des pratiques et des instances administratives a évidemment une dimension différente dans un pays où de multiples fonctions locales sont électives. Elle est d'abord principalement le fait des organismes de recherche intégrant chercheurs et administrateurs, qui prendront une extension nationale après la crise de 1929 (cf. la commission Hoover de 1933 pour l'étude des nouvelles tendances sociales, ou la National Resources Planning Board – 1933-1943 – sur la planification). Les travaux se multiplient alors, avec des œuvres

comme celles de Barnard, *Functions of the Executive* (1938), Mac Mahon et Millet, *Federal Administrators* (1939), Anderson et Gaus, *Research in Public Administration*, 1945, et surtout H. Simon, *Administrative Behaviour* (1947), L. D. White, *Introduction to the Study of Public Administration* (1948). Une revue spécialisée, *Public Administration Review*, paraît depuis 1940.

En dehors de ces axes de recherches longtemps dominants, il existe un courant ancien et permanent d'étude de la philosophie politique et de l'histoire des idées politiques. Ce sera d'ailleurs une constante : dans tous les pays qu'on étudiera, ce domaine d'investigation existe dès que la science politique existe. Aux États-Unis, le fondateur incontesté de ce courant est W. D. Dunning, avec ces trois volumes, très descriptifs, *A History of Political Theories, Ancient and Medieval* (1902), *A History of Political Theories, From Luther to Montesquieu* (1905), *From Rousseau to Spencer* (1920). Mais, dès avant, Charles E. Merriam avait consacré sa thèse à *A History of Sovereignty since Rousseau* (1900), puis écrit, en 1903, *A History of American Political Theories*. Les auteurs les plus connus sont ensuite, entre les deux guerres, Raymond Gettel, Charles H. McIlwain, Francis W. Coker et George W. Sabine<sup>3</sup>.

Une science politique au domaine plus spécialisé et à la méthode plus novatrice se fait progressivement jour en isolant un à un des objets jusqu'alors peu ou pas aperçus. La diffusion des méthodes quantitatives est d'ailleurs assez précoce pour permettre à Stuart Rice d'écrire dès 1928 *Quantitative Methods in Politics*, tandis que l'année auparavant Georges E. G. Gatlin publiait son *Science and Method of Politics*. Dans l'ordre chronologique de leur apparition, ces travaux concernent les groupes de pression, l'opinion publique, les partis politiques, les élections.

Le livre initiateur sur les groupes de pression est resté célèbre, il date de 1908 et est dû à A. F. Bentley : *The Process of Government, A Study of Social Pressures*. Le livre est au vrai plus général, puisque l'étude des moyens de pression et des groupes en action, partis, ligues,

---

<sup>3</sup> On citera de R. Gettel, *Readings in Political Science* (1911), *History of Political Thought* (1924), *American Political Thought* (1928), de C. H. McIlwain, *The Growth of Political Thought in the West* (1932), de Francis W. Coker, *Recent Political Thought* (1934), et de G. W. Sabine le célèbre *A History of Political Theory* (1937).

associations, vient après un véritable traité de sociologie politique, qui emplit la moitié de l'ouvrage. Ce livre fondateur fera école, avec des auteurs aussi notables que Peter H. Odegard, E. Pendleton Herring et Elmer E. Schattschneider <sup>4</sup>.

[20]

L'opinion publique fait également assez tôt l'objet d'investigations. Les premiers sondages, à l'occasion d'élections présidentielles, aux États-Unis, sont célèbres : en 1932, le *Literary Digest* consulte par questionnaire sur la base de la liste des abonnés au téléphone, et prévoit juste. En 1936, le *Literary* se trompe et les sondages de Gallup font montre de leur supériorité... jusqu'à l'échec révélateur de 1948. La bibliographie sur ces méthodes est vite considérable, à commencer par le livre de G. H. Gallup et S. F. Rae, *The Pulse of Democracy : The Public Opinion Poll and how it works* (1940). On sait moins que la technique de l'interview brève d'une population, qui ouvrait la voie aux sondages, est plus précoce, puisque dès 1924 Merriam et Gosnell l'utilisent à propos de l'abstention (*Non-Voting : Causes and Methods of Control*). Et que d'autres auteurs (certains ont déjà été cités pour d'autres travaux) cherchaient en ce sens, comme P. H. Odegard, Leonard White et E. P. Herring. Il est vrai que les États-Unis firent longtemps peu de place à des notions comme celles de classes sociales ou de masse, et que donc l'opinion publique put y apparaître plus tôt ou plus fondamentalement qu'ailleurs comme le fondement de la vie politique (cf., sur un plan plus journalistique, les livres de Walter Lippmann, *Public Opinion*, 1922, *Phantom Public*, 1925). La popularité aux États-Unis de l'approche psychologique (que montre bien la composition du livre de 1951, *Les « Sciences de la politique » aux États-Unis*) a évidemment contribué à rendre légitime cette approche, même si le plus célèbre auteur en ce domaine, Harold D. Lasswell, travaille sur des terrains beaucoup plus spécialisés <sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Cf. P. H. Odegard, *Pressure Politics : The Story of the Anti-Saloon League* (1928), E. P. Herring, *Group Representation before Congress* (1929), E. E. Schattschneider, *Politics, Pressures, and the Tarif* (1935).

<sup>5</sup> Lasswell publie notamment avant la seconde guerre mondiale *Psychopathology and Politics* (1930), *World Politics and Personal Insecurity* (1935), *Propaganda Technique in the World War* (1938).



Si l'étude des partis politiques n'a jamais été absente des travaux américains (on a cité Bentley, on pourrait également citer Henry Jones Ford, *The Rise and Growth of American Parties*, 1898), les recherches ne deviennent plus significatives que dans l'entre-deux-guerres, avec des ouvrages comme celui d'Arthur N. Holcombe, *The Political Parties of To Day* (1924) ou celui d'Edgar E. Robinson, *The Evolution of American Political Parties* (1924). Mais il faut attendre les années quarante pour que la recherche se fasse systématique avec les études de V. O. Key, G. E. Merriam et H. F. Gosnell, et E. E. Schattschneider. Quant à l'étude des élections, on a déjà dit qu'il fallait attendre 1945 pour qu'un pas décisif soit franchi avec *People's Choice* (qui sera suivi de ces classiques que sont *Voting* et *The American Voter*, au point qu'on a pu parler d'un « paradigme de Michigan », Gaxie, 1982), même si des travaux annonciateurs existent comme celui de Gosnell, *Getting Out the Vote, An Experiment in the Stimulation of Voting*, 1927.

On aurait cependant une médiocre perception de l'histoire de la science politique américaine pendant cette période si l'on omettait un fait essentiel. Aux États-Unis, le développement de la sociologie est pratiquement simultané de celui de la science politique (les sociologues sont les principaux fondateurs, en 1865, de l'American Social Science Association, et l'American Sociological Association est créée en 1906). Et, contrairement à ce qui se passe en France, d'une part la sociologie se développe vigoureusement pendant l'entre-deux-guerres, et d'autre part les sociologues américains n'ont pas la défiance dont leurs collègues français [21] ont longtemps fait montre, à la suite de Durkheim (Besnard, 1983), pour l'analyse politique. *La sociologie américaine* (Herpin, 1973) est fréquemment en même temps une sociologie du politique : on vient de le montrer pour l'un des principaux auteurs de l'École de Chicago, Park (Schemeil, 1983), mais l'observation vaudrait tout autant pour les recherches sur les villes américaines, et en premier lieu celles de Robert et Helen Lynd (Middletown, 1929 ; *Middletown in Transition*, 1937). On sait que Ruth Benedict fait paraître *Patterns of Culture* en 1931, donnant ainsi au paradigme culturaliste un de ses ouvrages anthropologiques de référence, que Merton publie ses premiers articles en 1934, et que *The Structure of Social Action* de Parsons date de 1937. Pour reprendre une expression qu'on a employée précédemment, cette sociologie-là a produit tout autant, et peut-être davantage, la science politique actuelle

que certains des travaux élaborés à la même époque par la science politique institutionnelle aux États-Unis.

## 2. Angleterre

[Retour au sommaire](#)

Comme aux États-Unis, la science politique anglaise acquiert dès l'entre-deux-guerres le statut d'une discipline reconnue. Il est significatif par exemple que plusieurs revues (qui existent encore, à l'exception de la dernière) soient créées durant cette période : l'*International Affairs* en 1922, *Public Administration* en 1923, *Political Quarterly* en 1930, et *Politica* en 1934. Il est tout autant significatif que la même année, en 1932, paraissent deux ouvrages à vocation générale, l'un politologique et l'autre sociologique, le premier d'Herman Finer, *Theory and Practice of Modern Government*, qui fait une place importante, à côté des études institutionnelles, au rôle des partis politiques, des groupes de pression, de l'opinion publique, des forces économiques, le second de Sidney et Beatrice Webb, *Methods of Social Study*, dans lequel les deux célèbres intellectuels socialistes exposent les techniques de l'observation scientifique politique, économique et sociale.

La science politique anglaise est alors dominée par l'œuvre considérable d'Harold J. Laski<sup>6</sup>. Laski affronte tous les problèmes généraux de la politique, et traite inlassablement de l'État, des rapports État-Société, de la nature du pouvoir politique, de la souveraineté, de l'obéissance au gouvernement et des limites à apporter à l'autorité dans l'État, de la liberté, des libertés, de la théorie et de la pratique du libéralisme. Plusieurs auteurs apportent leur contribution à une réflexion politique de cette nature, parmi lesquels on peut citer R. H. S. Crossman, *Government and the Governed*, 1939, ou Ernest Barker, *Reflections on Government*, 1942.

---

<sup>6</sup> Harold J. Laski publie notamment entre les deux guerres *The Foundations of Sovereignty* (1921), *The Grammar of Politics* (1925), *Authority in the Modern State* (1927), *The State in Theory and Practice* (1936), *The Rise of European Liberalism* (1937).

En dehors de ces ouvrages où la science politique est prise dans son sens le plus large et rejoint la philosophie politique, les recherches anglaises sont plus particulièrement développées dans trois domaines classiques, celui de l'histoire des idées politiques, celui des études constitutionnelles, celui enfin de la politique [22] comparée. La richesse de la réflexion politique anglaise, de Bacon à Hobbes et Locke, de Burke et Bentham à Stuart Mill, explique sans doute l'importance qu'y a prise l'étude de la pensée politique. *The History of Medieval Political Theory in the West*, de R. W. et A. J. Carlyle, commence à paraître en 1903, tandis que le livre de E. Barker, *The Political Thought of Plato and Aristotle* est publié en 1906. En 1925, verront le jour simultanément les livres de G. E. Vaughan, *Studies in the History of Political Philosophy*, et de H. Murray, *The History of Political Science*. Dans le domaine des études constitutionnelles, il existe une pléiade d'ouvrages, parfois anciens, toujours classiques, dont beaucoup connaissent de nombreuses éditions<sup>7</sup>. Enfin, la tradition tout aussi ancienne d'étude comparée des systèmes politiques (on a déjà signalé l'importance des travaux sur les États du Commonwealth, dont l'existence prêtait évidemment aux études comparatives) trouve son plus brillant et célèbre représentant dans Lord Bryce qui publie en 1921 *Modern Democracies*. Beaucoup d'ouvrages suivront l'inspiration de Bryce, ainsi *The New Democratic Constitutions of Europe* (1928) de Miss Headlam-Morley et *The Mechanism of the Modern State* (1927) de J. A. R. Marriott. Mais tous les travaux comparatifs ne s'arrêteront pas à la seule analyse institutionnelle des régimes libéraux, et une seconde école comparative, qui élargit l'investigation aux régimes non démocratiques et fait la part plus belle aux données économiques et sociales, apparaîtra avec notamment *Guide to Modern Politics* de G. D. H. et M. Cole (1934) et *Soviet Communism : A New Civilization*, de S. et B. Webb (1935). Tous ces noms et toutes ces œuvres disent assez le développement atteint alors par la science politique anglaise, du moins dans les domaines les plus traditionnels de l'analyse politique.

---

<sup>7</sup> Cf. les livres de A. C. Dicey (*The Law of the Constitution*), Wade et Phillips (*Constitutional Law*), Ivor Jennings (*The Law and the Constitution, Parliament, Cabinet Government, Principles of Local Government Law, British Constitution...*), Erskine May (*The Law, Privileges, Proceedings and Usages of Parliament*) ou Ramsay Muir (*How Britain is Governed*).

### 3. Allemagne

[Retour au sommaire](#)

La situation en Allemagne se caractérise par l'existence d'une activité intellectuelle d'une extrême richesse dans le domaine des sciences de la société et de la philosophie sociale, dont il n'existe probablement d'équivalent dans aucun pays à la même époque. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne exerce une véritable fascination sur les penseurs européens, et ce n'est qu'ensuite – après le début du siècle – que l'influence anglo-saxonne prendra peu à peu la première place.

La vigueur du débat intellectuel, la multiplicité des domaines d'investigation, la fécondité des problématiques apparaîtront vite si l'on égrène quelques noms. La puissante école historique allemande, dont le programme a été systématisé par Savigny, est à la fin du XIX<sup>e</sup> en voie de renouvellement, avec la « nouvelle école historique » menée par l'économiste Gustav Schmoller (qui aura une importante influence sur Sombart et Max Weber). L'interrogation épistémologique y est conduite par des hommes aussi actuels que Wilhelm Dilthey ou Wilhelm Windelband, dont le célèbre discours rectoral « *Geschichte und Naturwissenschaft* » [23] est prononcé en 1894 (Freund, 1973). Les rapports entre histoire et sociologie sont immédiatement posés, et par exemple résolus, en 1897, dans le sens d'une intégration de la sociologie à l'histoire par P. Barth, *Die Philosophie der Geschichte als Sociologie*. Les sociologues sont nombreux, avec des orientations différentes, de la sociologie formelle de Simmel et von Wiese à la sociologie historique (F. Oppenheimer, Alfred Weber) et à la sociologie de la connaissance (K. Mannheim). Domine la haute figure de Max Weber (Aron, 1981). Les juristes multiplient les grands systèmes interprétatifs, ainsi de R. von Jhering, *Kampf ums Recht*, 1872 ; *Der Zweck im Recht*, 1878. La science économique connaît le développement que symbolisent des noms comme ceux de Schmoller, Wagner, Schaeffle, Bücher (pour ne pas citer l'École de Vienne, avec Menger, Böhm-Bawerk, F. von Wieser). Faut-il enfin évoquer Nietzsche (*Le gai savoir*, 1882 ; *Par-delà le bien et le mal*, 1886 ; *La généalogie de la morale*, 1887) ? Dans le même temps, l'enseignement des sciences sociales est généralisé dans des cadres qui favorisent des maturations, puisqu'elles sont enseignées soit (comme à Berlin) au sein

des facultés de philosophie, soit dans les facultés de droit et sciences politiques, soit dans des facultés d'économie et sciences sociales (Hauser, 1903).

Une telle situation était très favorable au développement de la science politique allemande. Elle disposait d'une tradition institutionnelle extrêmement ancienne, les sciences camérales, nées au XVIII<sup>e</sup> siècle, devenant tout naturellement les « sciences d'État », Staatswissenschaften. Les professeurs les plus prestigieux à la fin du siècle sont d'ailleurs fréquemment titulaires de chaires dans cette discipline (c'est le cas de Wagner, de Schmoller, de Sombart, de Jellinek, de Weber...). D'autre part, la tradition intellectuelle met la philosophie politique et l'étude de l'État sur le devant de la scène. La tradition remonte pour le moins, on le sait, à Hegel. Elle a été relayée par de nombreux auteurs et en premier lieu par Marx. Mais, plus spécifiquement, un initiateur privilégié a été Lorenz von Stein (contre qui Marx polémique). Von Stein mène, dès 1846 et jusqu'à sa mort, un combat pour l'autonomie d'une science du gouvernement de l'État et d'une subordination, à l'intérieur d'une faculté de science politique, des sciences juridiques à la science de l'État. Il aboutit ainsi, dans sa monumentale Verwaltungslehre, dont les huit volumes sont publiés de 1865 à 1884, à proposer une nouvelle science où tout le social doit trouver place (démographie, économie, sociologie...). L'influence hégélienne donne la clé du système, puisque von Stein considère que l'État tend à réaliser l'harmonie du développement social à travers la lutte permanente des intérêts divergents, par identification de l'« esprit objectif » étatique et de l'« esprit du peuple » (Thomann, 1963).

La puissance de ces traditions convergentes a pour résultat qu'une science politique très présente et très diversifiée se développe en Allemagne (il faudrait ajouter, bien évidemment, dans l'Empire austro-hongrois, puis en Autriche). On peut d'ailleurs s'interroger : s'agit-il d'une discipline qui émerge vigoureusement, ou au contraire la diversité de travaux qui émanent de tous bords aurait-elle fini par constituer un obstacle à la constitution d'une discipline ? Quoi qu'il en soit, les études politiques sont richement représentées, et on ne peut guère faire qu'énumérer des livres dont beaucoup sont encore utilisés. Les sociologues [24] apportent leur contribution, soit dans le cadre d'une sociologie couvrant un vaste champ (Max Weber, mais aussi Franz Oppenheimer dans d'importantes contributions : *Der Staat*,

1909, plus tard *Soziologische Staatslehre*, 1926), soit dans des études particulières comme celles de Ludwig Gumplowicz (*Die Soziologische Staatsidee, Geschichte der Staatstheoretik*). D'autres études émanant du courant sociologique allemand sont proprement, mais en un autre sens, fondatrices, comme celles de Tönnies (*Gemeinschaft und Gessellschaft*, 1887) ou de Karl Schmitt, qui fut l'élève de Max Weber<sup>8</sup>. Les théoriciens du droit sont évidemment présents qui, dès après l'unité allemande, s'attachent à rendre compte du nouvel ordre constitutionnel. L'ouvrage initiateur est celui, célèbre, de Paul Laband, *Das Staatsrecht des deutschen Reichs* (1<sup>re</sup> éd., 1876-1882 ; 5<sup>e</sup> éd., 1911-1914) ; il sera suivi de nombreuses contributions (de G. Meyer, A. Hänel, P. Zorn) et donne naissance à une véritable tradition d'études constitutionnelles qu'alimenteront encore l'adoption et l'application de la Constitution de Weimar. Dans ce contexte, l'existence de véritables traités de sciences de l'État n'étonne plus, comme ceux de Georg Jellinek, *Allgemeine Staatslehre* (3<sup>e</sup> éd., 1914) et, en Autriche, de Hans Kelsen, *Allgemeine Staatslehre* (1925).

Cet important substrat théorique alimente autant les débats sur les problèmes de l'heure, et par exemple ceux sur la démocratie et le principe de majorité en Allemagne et en Autriche, en liaison avec la crise du parlementarisme (y participent des personnalités aussi prestigieuses que Max Weber, von Gierke, Karl Schmitt, Tönnies, Kelsen, A. Merkl, Max Adler) que sur certains rouages du système politique, comme les partis politiques. L'ouvrage de Robert Michels, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*, paru d'abord en italien, contribue à faire prospérer un authentique courant d'étude des partis politiques, représenté notamment par Hans Nawiasky, Otto Köllreutter, Hermann Triepel, dont les travaux ont été cités supra. Et il faudrait encore élargir la recension des études politiques de cette période, par exemple en mentionnant l'apport important (il n'était pas encore perçu comme ambigu) de Ratzel avec notamment sa *Politische Geographie* (1897). Et rappeler à nouveau que les économistes, et notamment les « socialistes de la chaire », ne

---

<sup>8</sup> Les principaux ouvrages de K. Schmitt à cette époque sont *Politische Romantik* (1919), *Die Diktatur* (1921), *Der Begriff des Politischen* (1927), *Legalität und Legitimität* (1932). En langue française, on lira *La notion de politique. Théorie du partisan*, avec une préface de Julien Freund, Calmann-Lévy, 1972 (collection « Liberté de l'Esprit »).

dissocient pas science politique et économie politique au sein des sciences de l'État. Mais le point d'aboutissement le plus important, à la fois synthèse et critique de toute la tradition philosophique et politologique allemande, est sans conteste à trouver dans la création en 1923 de l'Institut für Sozialforschung où se réunirent progressivement ceux qui allaient former l'École de Francfort, Horkheimer, Wittfogel, Adorno, Marcuse, Benjamin (Jay, 1978).

La prise du pouvoir par Hitler, puis la politique hitlérienne en Europe, brisèrent le mouvement intellectuel allemand, et, s'il se poursuivit en partie, ce fut dans d'autres pays. La seule liste des auteurs allemands ayant ensuite produit dans un autre cadre national et un autre contexte institutionnel suffit sans doute à la fois à donner la mesure du potentiel intellectuel qui existait alors en Allemagne et [25] de l'ampleur du coup d'arrêt donné par le nazisme : ont alors en effet quitté l'Allemagne (quelques-uns seulement y sont revenus après guerre) Hannah Arendt, Karl Deutsch, Heinz Eulau, Carl J. Friedrich, Otto Kirchheimer, Peter Merkl, Hans Morgenthau, Franz Neumann, Sigmund Neumann, Léo Strauss, Eric Voegelin...

#### **4. Espagne**

[Retour au sommaire](#)

La science politique espagnole apparaît elle aussi dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle avec des auteurs comme Francisco Giner de Los Rios (*Estudios jurídicos y políticos*, 1875) et ses disciples, Gumersindo de Azcarate (*Estudios filosóficos y políticos*, 1877 ; *Tratados de Política*, 1892), Joaquin Costa et surtout Adolfo G. Posada, dont la renommée fut vite internationale, et qui publie notamment en 1893 et 1894 à Madrid les deux forts volumes de son *Tratado de derecho político*. À partir de ce moment, et jusqu'à la victoire franquiste qui provoque la dispersion (aux États-Unis, au Mexique ou en Amérique latine) d'un grand nombre des politistes espagnols, l'histoire des recherches politiques en Espagne est très spécifique. Elle est marquée par une prédominance presque absolue des études de philosophie politique et de théorie de l'État, avec une approche juridique. Le *Tratado de derecho político* de Posada, ouvrage, et c'est significatif, de « droit politique », est caractéristique à cet égard, puisqu'il s'ouvre par

un chapitre sur le concept de l'État comme organe du droit (« L'État est la collectivité entière dans sa fonction juridique »), puis étudie l'origine et le développement de l'État et les fins de l'État, avant de parcourir un exposé complet de droit constitutionnel (la souveraineté, les fonctions de l'État, les classifications des gouvernements, l'organisation comparée de l'État, etc.).

Le droit politique espagnol, dont il y aura ensuite de nombreux représentants (cf. les cours et manuels de Gonzalo del Castillo y Alonzo, Carlos Ruiz del Castillo, Tomas Ellorieta y Artaza...), restera toujours proche de ses origines philosophiques et juridiques – la science politique est alors toujours enseignée dans le cadre des facultés de droit – et subira fortement l'influence des auteurs étrangers les plus proches de son inspiration (Hauriou, Kelsen, Laski, Jellinek, Schmitt). Elle s'accompagnera tout naturellement d'études d'histoire des idées politiques sur les grands théoriciens espagnols des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles (Suarez, Vitoria...).

Cette place particulière de la théorie de l'État a pour contrepartie l'absence totale de toutes recherches sociologiques ou même – à peu d'exceptions près – monographiques sur la vie politique, les élections, les partis en Espagne. La seule exception doit être évidemment recherchée du côté de l'œuvre singulière et influente de José Ortega y Gasset, aux confins de la philosophie et de la sociologie, et prolongeant une tradition espagnole tout autre (celle de la réflexion sur l'Espagne que menaient à la fin du siècle un Unamuno ou un Machado). Cette réflexion sur la décadence de la nation espagnole, sur les crises de l'Europe, sur l'homme-masse, sur les élites, sur la démocratie, sur l'étatisation des destinées humaines, on la trouve notamment dans *España invertebrada*, 1921 ; *La Rebelión de las masas*, 1930 ; *Rectificación de la República*, 1932 ; *Ideas y Creencias*, 1940. Là, [26] comme en Italie ou en Allemagne, la victoire du franquisme allait évidemment empêcher le développement naturel, et pour longtemps, de la science politique.



## 5. Italie

[Retour au sommaire](#)

L'histoire de la science politique italienne donne un autre exemple des spécificités nationales très marquées, spécificités dues aux événements politiques eux-mêmes, avec l'établissement progressif du fascisme, de la marche sur Rome aux lois « fascistissimes » de 1926, et à la tradition intellectuelle propre à l'Italie, dominée par les débats autour de la philosophie de l'histoire.

Pourtant, dans la captivante période qui suit l'unité italienne, les conditions d'un essor d'une science du politique semblaient réunies. Il existe en Italie une sociologie très précoce et immédiatement politique, dans la tradition de Machiavel, dont les représentants sont, on le sait, Mosca (*Sulla teoria dei governi e sul governo parlamentare*, 1884 ; *Elementi di scienza politica*, 1896) et Pareto, en fait très peu influent en Italie. On peut y rattacher Roberto Michels, Allemand naturalisé Italien, qui publie en 1911 *La sociologia del partito politico nella democrazia moderna*. Il existe en Italie à la même époque une célèbre école de criminologues (Cesare Lombroso, Enrico Ferri). Il existe une école d'historiens du droit (Ettore Giccottti, Giuseppe Valenti...) dont les travaux abordaient tous les aspects de la vie sociale, tandis que la situation dans le Sud justifiait dès cette époque la réalisation de grandes enquêtes sociologiques dont la lecture est encore utile, celles notamment de Pascale Villari ou de Leopoldo Franchetti et Sydney Sonnino (futur chef du gouvernement, et négociateur à Versailles). Et par ailleurs, sur le modèle de l'École libre parisienne, la Scuola di Scienze Sociali « Cesare Alfieri » de Florence est créée dès 1874, école d'« éducation libérale », anti-jacobine et initialement très aristocratique (Spadolini, 1975). Une revue sera d'ailleurs publiée à l'École à partir de 1883 : *Rassegna di Scienze sociali e politiche*. Certains enseignants trouveront là l'occasion de développer une œuvre importante, et par exemple Domenico Zanichelli <sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> On citera ces travaux significatifs de Domenico Zanichelli : *Questioni di diritto costituzionale e di politica* (1887), *Monarchia e Papato in Italia* (1889), *Studi politici e storici* (1893), *Studi di storia costituzionale e politica del Risorgimento italiano* (1900).

En réalité, ces travaux seront voués à la marginalité, car largement étrangers au débat philosophique essentiel en Italie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>. Ce débat, qu'alimentent la fréquentation continue de la philosophie allemande et une grande diffusion de l'hégélianisme en Italie, sera centré sur les questions de l'historicisme et de l'idéalisme (avec Antonio Labriola, Silvio Spaventa, Francesco De Sanctis, Benedetto Croce, Gentile). Tous ces auteurs ont en commun de rejeter avec vigueur le positivisme, et leur ombre fera dépérir toutes tentations d'études empiriques du politique.

Lorsque le fascisme survient, Giovanni Gentile en devient le théoricien officiel (*Che cosa è il fascismo*, 1924 ; *Guerra e fede*, 1927 ; *Origini e dottrina del fascismo*, 1929 ; [27] *Dottrina politica del fascismo*, 1937), et les auteurs qui ne s'expatrient pas acceptent d'inscrire leurs travaux dans le cadre doctrinal mussolinien. Gramsci, lui, est en prison où il meurt en 1937. Il n'est pas étonnant que dans un tel contexte, et avec une telle tradition, la science politique italienne après guerre ait trouvé dans l'adoption du modèle scientifique américain, tant théorique que méthodologique, les moyens de son autonomie et plus simplement même de la reconnaissance de son existence.

## 6. Après 1945...

[Retour au sommaire](#)

De manière un peu arbitraire, on l'a dit, on ne prolongera pas ces histoires nationales au-delà de 1945 (on fera, dans la section suivante, une exception pour la France). Raison à cela conjoncturelle : les problématiques contemporaines vont être systématiquement étudiées, à leur place, dans les différents chapitres de ce *Traité*. Raison aussi toute pratique, qu'il ne faut pas dissimuler : il n'est en réalité plus possible de rendre compte brièvement des évolutions et des tendances des principales sciences politiques à l'échelle mondiale pour la période qui suit la deuxième guerre mondiale. L'institutionnalisation est maintenant acquise, avec une ampleur variable, partout. Une Association internationale de Science politique est créée en 1950, dont les congrès rassemblent des politistes en nombre considérable (80 participants à Zurich en 1950, 1 144 à Montréal en 1973). Des

associations nationales existent dans presque tous les pays et éditent revues et bulletins. Les cadres nationaux tendent à éclater, soit que, comme aux États-Unis (où l'on recense environ 15 000 politistes), des associations régionales se constituent, soit que des institutions se regroupent pour confronter systématiquement leurs recherches (création de l'European consortium for political research en 1970, qui regroupe actuellement 111 Universités ou formations d'enseignement et de recherche). Les études prenant comme objet la science politique elle-même se multiplient, études d'une science politique spécifique, comme celle du Québec (Leclerc, 1983), *Handbook sur la science politique mondiale* (Andrews, 1983), revue des thèmes majeurs (Blondel, 1981), recensement des changements majeurs (Deutsch, 1978), tandis que des centaines d'articles se consacrent à tel ou tel aspect particulier de la science politique de tel ou tel pays. Les traités de science politique sont maintenant œuvre collective et volumineuse : ainsi du *Handbook of Political Science* édité sous la responsabilité de Fred I. Greenstein et Nelson W. Polsby, en 1975, avec ses huit volumes et les milliers de titres qui composent ses bibliographies. D'une certaine façon, on sort ici de l'histoire de la science politique pour entrer dans son présent, et la démarche historique y perd en partie ses droits.

La science politique est devenue, dans les pays dont nous avons traité, une science « hypernormale » (Lemaine, 1980) ; science de professionnels qui produisent, parfois de façon routinière, sans avoir besoin constamment de remettre en discussion les fondements de l'activité scientifique, et qui adoptent normalement des problématiques différentes, mais sans que cette différence les empêche de [28] communiquer. Le développement de cette science « hypernormale » assure un renouvellement modéré des perspectives et un examen des phénomènes nouveaux les plus apparents. Ce mode d'existence de la discipline paraît avoir deux conséquences. D'une part, il explique pour partie les difficiles relations de la communauté scientifique avec des champs concurrents (champ culturel, champ politique ; cf. Leca, 1982), car les gratifications qu'une science hypernormale distribue aux scientifiques restent toujours faibles, ce qui alimente les conversions vers des champs plus rémunérateurs, au moins symboliquement. D'autre part, on peut ainsi prévoir un éclatement de cette science en sous-disciplines de plus en plus autonomes ; le volume de la production scientifique, la diversité des objets, les stratégies les plus fréquemment

adoptées induisent chaque jour davantage des spécialisations qui feront éclater l'unité actuelle née d'une situation ancienne de dévalorisation et de concurrence avec d'autres disciplines alors plus légitimes.

## Section 3

### *Histoire de la science politique en France*

[Retour au sommaire](#)

Si l'on s'en tient au critère précédemment proposé – il y a « science politique » stricto sensu lorsqu'il y a à la fois des recherches se conformant, ou tendant à se conformer, aux normes actuelles de la scientificité, et une communauté savante dont l'activité s'inscrit dans un ensemble institutionnel –, l'histoire de la science politique en France commence aux environs de 1870, plus tôt donc que dans la plupart des autres pays occidentaux. Une date repère est donnée par la création, en 1871, de l'École libre des Sciences politiques, même s'il faut attendre les années 1885-1895 pour que l'ensemble des traits caractérisant une discipline en voie de constitution soit en place dans notre pays. Ces temps d'émergence de la science politique furent précédés d'une longue période – d'au moins un siècle – au cours de laquelle de multiples tentatives furent faites pour obtenir, toujours en vain, la reconnaissance de la science politique comme discipline d'enseignement et comme discipline scientifique.

Les projets de formation en science politique (Damamme, 1982 ; Thuillier, 1983) n'apparaissent en France qu'avec la Révolution (antérieurement, les quelques intentions qui s'expriment en ce domaine sont toutes très spécifiques et concernent moins la science politique que des domaines plus spécialisés, diplomatie, ou ce qu'on appelait le « droit naturel »). Mais 1789 amène une multiplication de projets, ceux de Condorcet, de Destutt de Tracy, de Portiez de L'Oise, de Romme, de Daunou. Si certains de ces projets débouchent sur des réalisations (comme les Écoles spéciales des Sciences politiques de l'an IV – 1795 – qui visent à donner au citoyen une authentique éducation civique), celles-ci n'eurent jamais le temps de se consolider. Les facultés de droit reprurent vite en main un enseignement qui leur semblait devoir leur revenir et le vidèrent immédiatement de toute substance [29] novatrice

(cette attitude des facultés de droit fut une constante jusqu'aux années 1950). Pendant presque tout le siècle, les projets d'enseignement des sciences politiques, qui dorénavant sont moins destinées aux citoyens qu'aux futurs fonctionnaires, moins civiques que techniques, seront perpétuellement relancés (par Cuvier, Royer-Collard, Macarel, Laboulaye, Émile de Girardin, Salvandy, Duveyrier) mais n'aboutiront jamais. Jamais, ou presque jamais : la seule expérience concrète est celle de 1848, lorsqu'une École nationale d'Administration est créée par H. Carnot. Elle ne survivra que quelques mois (Langrod, 1965 ; Wright, 1976).

Les raisons de ces échecs renouvelés durant près d'un siècle sont instructives. La première réside dans la résistance opiniâtre des facultés de droit, qui ne concèdent, et difficilement, que quelques enseignements nouveaux à Paris, le droit constitutionnel donné à Rossi en 1834 (P. Lavigne, 1977) et l'économie politique attribuée à Batbie en 1864 (L. Le Van-Lemesle, 1980). Mais qu'une si longue résistance réussisse est signe que de plus importants blocages existaient ailleurs. L'État d'une part est en retrait : sauf dans le domaine de la politique extérieure, il ne se donne pour tâche que d'assurer l'exercice des droits, tâche passive qui interdit la valorisation de la connaissance des ressorts du politique. L'État n'est de surcroît assuré d'aucune stabilité ; les régimes se succèdent trop rapidement pour que les réformateurs puissent imposer un nouveau type d'enseignement. Seul émerge le droit constitutionnel, dont la succession des régimes donne à voir la pratique. Progressivement, l'État va intervenir davantage, le nombre des fonctionnaires (après une longue période de stabilité au milieu du siècle) va augmenter, et ils se professionnalisent (auparavant, on était recruté sans diplôme, sur recommandation politique ou sociale). S'impose alors l'idée, mais tardivement (Thuillier, 1980), qu'il faut donner aux fonctionnaires une formation en « sciences camérales », pour employer l'expression allemande, et que cette formation doit être sanctionnée par un concours (la légitimité des concours administratifs sera longtemps discutée, jusqu'en 1914). Enfin, le savoir politique lui-même demeure trop incertain pour qu'on conçoive clairement ce que pourraient être une science politique et un enseignement de science politique.

Durant la même période, en effet, la science politique est presque toujours reçue dans un sens si large que sa spécification en

enseignements (et en science au sens moderne) aurait demandé une rupture que bien peu purent opérer. Ainsi lorsque Ampère (que Cournot suivra en la matière) dresse sa grande classification des sciences en deux volumes publiés en 1834 et 1843 (le second après sa mort), *Essai sur la philosophie des sciences ou exposition analytique d'une classification naturelle de toutes les connaissances humaines*, les sciences politiques y occupent une place démesurée. Elles constituent le huitième des 128 sciences élémentaires qu'Ampère distingue et ont un objet très vaste puisque s'y rassemblent toutes les sciences qui étudient les sociétés humaines quant aux « moyens par lesquels les sociétés subsistent et prospèrent, repoussent les dangers qui les menacent au-dehors et font régner au-dedans l'ordre et la tranquillité publics ». Même immense programme dans la conception de l'Académie des Sciences morales et politiques, créée en 1795, supprimée en 1803, relevée par Guizot en 1832 et [30] qui a alors la charge des sciences suivantes : philosophie, morale, législation, droit public et jurisprudence, économie politique et statistique, histoire générale et philosophique. On l'aura remarqué : les sciences politiques sont génériques au point qu'il n'y a pas, à l'Académie, de « classe » spécialisée de science politique (alors qu'il y en a une de morale). On définit mal les œuvres de « science politique » : il y a plutôt pluralité d'ouvrages qui comprennent des développements politiques et mêlent des sciences encore peu différenciées et sans maturité. On rencontre ces vastes constructions doctrinales où toutes sciences trouvent leur place (la construction physiocratique au XVIII<sup>e</sup> siècle, celle des idéologues, puis le système cousinien et la philosophie comtienne et, un moment concurrente, l'économie politique avec Jean-Baptiste Say et Dunoyer). Ou bien l'on rencontre des œuvres spécialisées, historiques (Thierry, Guizot, Thiers, Mignet, Michelet, Quinet) ou doctrinales (de Benjamin Constant, *Principes de politique*, 1815 ; *Réflexions sur les Constitutions et les garanties*, 1814-1818, ou Joseph de Maistre, *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*, 1814, à Prévost-Paradol, *La France nouvelle*, 1868), tandis que les socialistes, par le biais de la « question sociale », ouvrent la voie, mais indirectement, à une sociologie du politique. Quant à Tocqueville, s'il est considéré aujourd'hui presque à l'égal des « pères fondateurs » de la sociologie (Birnbaum, 1970, Lamberti, 1984) et vu comme le précurseur du comparatisme et de l'étude de la dynamique sociale, il est perçu à l'époque beaucoup plus comme un moraliste (il est membre de la

section « morale » de l'Académie) et son influence sur la science politique en voie de constitution sera tardive.

Au début des années 1870, l'expression « science politique » est d'usage courant, mais elle qualifie le plus souvent des œuvres de philosophie historique ou sociale ou des exposés systématiques de programmes politiques (cf. par exemple des œuvres caractéristiques par leur titre et par leur contenu, comme celles d'Esquirol de Parieu, *Principes de la science politique*, 1<sup>re</sup> éd. 1870, ou d'Edmond Chevrier, *Les éléments de la science politique*, 1871, ou d'Émile Acollas, *Philosophie de la science politique*, 1877). Dans ce contexte, la création d'une École libre des Sciences politiques se révélera très vite tout à fait singulière.

Il est possible aujourd'hui d'évaluer plus exactement l'importance de cet événement fondateur que fut la création en 1871 de cette École libre des Sciences politiques (Favre, 1981 ; Damamme, 1982). Boutmy à l'origine ne vise pas à se substituer à l'État pour fonder cette école d'administration dont on parle alors depuis presque un siècle et qu'aucun gouvernant n'a jamais réussi, sinon à créer, du moins à maintenir en vie. Il a un projet scientifique et « libéral » au sens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : il est positiviste dans la ligne de Taine et lui-même professe un déterminisme absolu ; il estime par ailleurs que, dans un système devenu démocratique, les classes « élevées » ne peuvent maintenir leur position dominante que si elles savent acquérir les connaissances qui les rendront indispensables. Mais très vite, dès les premières années, le projet se modifiera sous la vive pression de la demande des élèves et l'École deviendra une École spécialisée dans la préparation aux grands concours administratifs, et plus généralement aux fonctions dirigeantes publiques et privées. En première analyse, la science [31] politique paraît perdre au change : les sciences politiques (et ce pluriel fera fortune) enseignées à l'École ne se plient plus au projet unitaire initial de saisir le politique dans toutes ses manifestations ; elles sont composées des savoirs techniques dont la connaissance est indispensable aux administrateurs (économie, finances, comptabilité, droit administratif...) et tendent à exploiter les résultats acquis dans des discours rituels où la forme élégante compte beaucoup ; donc elles esquivent le travail proprement scientifique de recherche d'une expression conceptualisée du savoir. Mais, par d'autres caractéristiques, l'École libre contribue à la constitution d'une science

du politique en France. Elle se distingue des facultés de droit, ses seules concurrentes sur ce terrain, par la possibilité que lui donne son statut privé de modifier chaque année son programme. Et, de fait, le nombre des cours va augmenter considérablement (17 en 1880, 62 en 1940) ; chaque année certains disparaissent, d'autres sont créés. Et se réalise ainsi une forme permanente d'expérimentation des enseignements possibles qui permettra à certains secteurs de la connaissance d'accéder à une véritable légitimité institutionnelle, bien avant leur reconnaissance universitaire. De surcroît, l'existence de cours spécialisés, restant parfois au programme de longues périodes, favorise la spécialisation des enseignants, la multiplication des travaux, et permet à la pratique scientifique – ou au moins pré-scientifique – d'investir durablement certains domaines. Enfin, l'École réalise une délimitation des lieux du discours positif, homologue de celle qu'effectue l'administration en affirmant la possibilité d'une rationalité instrumentale : pour Boutmy, il y a des questions de doctrine qui, ne pouvant faire l'objet d'une expérimentation, doivent être soustraites à la discussion universitaire – on n'y convaincra jamais personne – et d'autres questions pour lesquelles on peut recueillir une somme immense de données et débattre scientifiquement des faits et des expériences. La science politique y retrouve tous ses droits. Les noms de certains enseignants de l'École restent ainsi durablement attachés à certaines avancées dans le défrichage du champ des recherches politiques : avant la première guerre mondiale, avaient ainsi enseigné à l'École, Albert Sorel, Albert Vandal, Paul Janet (le célèbre auteur de *l'Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale*, 2<sup>e</sup> éd. 1872), Paul et Anatole Leroy-Beaulieu, Lucien Lévy-Bruhl, André Lebon, Théophile Funk-Brentano, Jacques Chailley-Bert, Charles Benoist, Élie Halévy, Adhémar Esmein, André Siegfried, Joseph Barthélemy. L'École libre des Sciences politiques apparaît ainsi avoir un double statut dont l'histoire des sciences doit tenir compte. Elle garde d'un côté beaucoup des traits propres à une « Grande École » au sens actuel – il existe des groupes de travail assez autonomes d'étudiants, une association d'élèves et anciens élèves, etc. – mais elle est par d'autres aspects déjà une institution scientifique. Une revue est créée en 1886, les *Annales de l'École libre des sciences politiques*, qui rassemble des articles d'une grande diversité (études constitutionnelles, historiques, économiques, juridiques, mais aussi de science politique comme, dès 1888, un article d'Ostrogorski sur l'organisation des partis



politiques aux États-Unis) et publie de nombreux comptes rendus bibliographiques. Et, en 1900, l'École organise un Congrès des sciences politiques, précurseur des colloques qui se multiplieront en science politique cinquante années plus tard !

[32]

On a noté qu'André Siegfried enseigne (depuis 1911) à l'École libre des Sciences politiques. Le livre auquel il travaille à cette époque, le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, qui paraîtra à la fin de l'année 1913, n'est cependant pour rien dans son entrée à l'École de la rue Saint-Guillaume, et le livre restera sans influence trente années durant. Siegfried est né en 1875 ; son père, qui fit fortune dans le commerce du coton au moment de la crise provoquée par la guerre de Sécession, avait été maire du Havre et était député (et quelques mois ministre). André Siegfried lui-même s'essaya à la carrière politique en se présentant, toujours sans succès, aux élections législatives entre 1902 et 1910. En même temps, il voyage (il fait son premier tour du monde en 1900-1901) et il écrit : une thèse de doctorat ès lettres, *La démocratie en Nouvelle-Zélande*, 1904 ; une étude sur le Canada (1906). Il parcourt aussi la Bretagne, et de son enquête sort le *Tableau politique* qui reste l'œuvre la plus actuelle de la science politique du temps. Certes, Siegfried fait montre de maints présupposés contestables : il ramène la diversité qu'il observe à la division élémentaire entre la gauche et la droite, il croit en la stabilité des comportements politiques et il sacrifie volontiers à la « psychologie des peuples », maniant sans hésitation quand cela lui paraît nécessaire la notion de « tempérament politique ». Mais l'essentiel n'est pas là. D'une part, l'œuvre est scientifique par la manière même dont les données ont été recueillies : la préparation sur huit années du *Tableau* est sans équivalent à l'époque. Les résultats électoraux ont été systématiquement exploités, les données morphologiques collationnées sont en nombre considérable, et Siegfried a parcouru tout l'Ouest pour une enquête proprement ethnographique. Et, surtout, le *Tableau* peut être considéré comme proposant une véritable théorie sociologique du comportement électoral. Siegfried isole des variables : la nature des sols, le régime de la propriété foncière, le mode d'exploitation, le mode de peuplement, la nature des rapports entre le fidèle et le prêtre (ce qu'il appelle le « cléricisme »). Il étudie alors le jeu de ces variables, en montrant comment leurs effets se renforcent ou se contrarient selon les lieux, que

les combinaisons mêmes qu'elles réalisent sont déterminantes et obéissent à des règles précises. Dans le même temps, Siegfried est constamment attentif aux médiations entre les facteurs morphologiques et l'opinion (on dirait aujourd'hui l'électorat, puisque Siegfried saisit l'opinion à travers le vote), ces médiations étant la forme des contacts sociaux, les rapports entre la population et les autorités, la manière dont l'élu incarne l'opinion. Cette œuvre, qui dépasse de très haut celle des contemporains, n'eut cependant longtemps ni succès ni influence. Siegfried lui-même ne la prolonge pas (sinon dans ses cours sur le Midi au Collège de France, dont un seul sera publié beaucoup plus tard, en 1949, *La géographie électorale de l'Ardèche sous la III<sup>e</sup> République*). Il va ensuite se consacrer à une production abondante, publiant des livres qui atteignent des tirages considérables, mais dont la rigueur scientifique et l'originalité de l'objet inventorié sont de beaucoup moindres (on les citera le moment venu). Ce n'est que dans les années 1945-1950 qu'une école de sociologie électorale apparaîtra en France pour rapidement s'imposer comme une des spécialités les plus actives de la science politique française.

Mais la période de l'avant-première guerre mondiale en France ne se limite [33] pas à l'École libre des Sciences politiques et au livre précurseur d'André Siegfried. La science politique connaît en fait une vogue exceptionnelle, avec tout ce que cela peut impliquer parfois de superficialité. Les revues ou annuaires se multiplient : *Année politique* (à partir de 1875), *Revue politique et parlementaire* (1894), *Revue du droit public et de la science politique* (qui paraît en 1894 et qui, pendant dix ans, va faire une place considérable à la science politique avant de devenir brutalement en 1904 une revue centrée sur le contentieux administratif), encyclopédies *La vie nationale* de Charles Benoist et André Liesse), répertoires, etc. Rapidement, la mode va d'ailleurs changer et le mot vedette (sinon la chose) deviendra le mot « sociologie » qui sera durant quelques années mis à toutes les sauces.

Cette vogue du politique va, pour un temps, multiplier les concurrences faites à l'École libre des Sciences politiques. Concurrence d'abord des juristes qui revendiquent pour eux l'exclusivité de l'enseignement non pas seulement de la science politique, mais de toutes les sciences sociales : on est d'ailleurs bien près de la leur accorder. Mais, en fait, si diverses réformes (1877, 1880, 1889, 1895) introduisent progressivement les « sciences camérales » dans les

facultés de droit, ce n'est que sous la forme d'un strict droit public. On connaît la formule de Duguit : « Les phénomènes politiques sont ceux qui se rapportent à l'origine et au fonctionnement de l'État : ce sont essentiellement des phénomènes juridiques... Cette prétendue science politique n'est autre chose que le droit constitutionnel, c'est-à-dire une branche de la science générale du droit » (« *Le droit constitutionnel et la sociologie* », 1889). L'enseignement du droit administratif se généralise, on introduit dans les cursus l'économie politique, les finances, le droit international public, et ce sera tout. Les appels, en 1901, de l'historien du droit Maurice Deslandres, *La crise de la science politique et le problème de la méthode*, ne seront pas entendus. Le droit public s'est imposé dans les facultés de droit, et de belle façon, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et la science politique, qui a pu lui servir un instant de marchepied, a été rapidement remise au magasin des accessoires.

Le droit public donc, mais quel droit public ! Les grandes constructions des juristes de droit public surgissent alors, et notamment celles des deux auteurs rivaux, exactement contemporains, qui dominent alors la science du droit, Léon Duguit et Maurice Hauriou. Duguit, qui se pense durkheimien (Pisier-Kouchner, 1977), pose la science du droit comme science de la limitation de l'action gouvernementale – limiter l'État par le droit – et cherche le fondement de cette science dans l'observation de l'homme en société. Il s'agit pour lui de dégager les normes objectives qui régissent chaque groupement social et s'imposent aux gouvernants (comme d'ailleurs aux gouvernés) (cf. *L'État, le droit objectif et la loi positive*, 1901 ; *Traité de droit constitutionnel*, en 5 volumes, 1<sup>re</sup> éd. 1911). Maurice Hauriou, qui regarde un moment du côté de Tarde, entend conjuguer pour l'analyse sociale les éléments subjectifs (volontés individuelles) et les éléments objectifs (règles et institutions). Il veut construire une théorie du « régime d'État » à la fois individualiste et aristocratique (Eisenmann, 1930), fondée sur un équilibre des droits individuels et d'un pouvoir politique nécessairement assuré par une minorité (*Principes du droit public*, 1910 ; *Précis élémentaire de droit constitutionnel*, 1925). Ces grands ouvrages, si personnels qu'ils en étaient inimitables, sont donc [34] à la fois œuvre de philosophie du droit et traités de science de l'État, et ils abordent toutes les questions classiques : théorie de l'État, de la souveraineté, de la représentation, des régimes politiques... Ils ont été certainement dans l'histoire de la science politique française la

source d'une rénovation – en repensant les interrogations fondamentales sur les fondements logiques et juridiques de la domination – et un obstacle, dans la mesure où la subtilité, parfois même l'obscurité, de l'argument et l'attention au droit l'emportaient toujours sur l'étude empirique. Il reste qu'une science politique ayant le goût des constructions synthétiques et une attirance pour les théories institutionnelles trouva sans doute chez ces auteurs un fécond point de départ (G. Vedel fut ainsi l'élève de M. Hauriou, et M. Duverger celui de Bonnard, continuateur de l'École de Bordeaux). Mais ce serait injustice de ne retenir que ces deux phares de la pensée juridique. Dans des domaines plus spécifiques, l'approche juridique des faits politiques s'illustre de manière incomparable : il n'est que de citer le monumental *Traité de droit politique et parlementaire* d'Eugène Pierre, ou Esmein, ou les innombrables thèses de droit constitutionnel dont la rigueur et l'ampleur forcent encore l'attention. Le droit public moderne est lui-même dans sa période d'émergence, et si les premiers publicistes qui font œuvre systématique sont Aucoc et Ducrocq qui publient aux alentours de 1870, on s'accorde à dater du *Traité de la juridiction administrative* de Laferrière, 1887, les débuts décisifs (Bonnecase, 1933). Le droit public avait trop à faire pour investir dans le même temps la science du politique !

Les sociologues également sont sur les rangs, mais – malheureusement – pas tous les sociologues. Seuls en fait « les concurrents du groupe durkheimien » (pour reprendre le sous-titre d'un numéro spécial de la *Revue française de Sociologie*, Ph. Besnard éd., 1981) n'hésitent pas à consacrer des travaux à des objets politiques, qu'il s'agisse de Tarde (Favre, 1983 a), de Gustave Le Bon, de Fouillée, de Vacher de Lapouge (Béjin, 1982) ou encore de l'anthropologue Charles Letourneau, tous célèbres à leur époque, tous « polygraphes », mais dont rarement les écrits s'élèvent au-dessus d'une médiocre philosophie sociale. Durkheim et les durkheimiens, par contre, s'ils imposent une méthode moderne aux études sociologiques et apparaissent à l'évidence comme les authentiques fondateurs d'une véritable science des faits sociaux, refusent de s'engager dans l'étude des faits politiques contemporains (Favre, 1982) et connaissent par ailleurs institutionnellement un « semi-échec » (Karady, 1976, 1983). Dans les facultés des lettres, seules quelques individualités procèdent à des investigations qui se rattachent à la science politique : Henri Michel

par exemple, dont la thèse de doctorat ès lettres porte sur *L'idée de l'État* (1895) et qui est en 1896 chargé d'un cours d'histoire des doctrines politiques à la Sorbonne. Et encore faut-il souligner que si des hommes comme Lucien Lévy-Bruhl ou Élie Halévy enseignent à l'Université, ce n'est que dans leurs cours de l'École libre des Sciences politiques qu'ils abordent les problèmes politiques (le premier dans *L'Allemagne depuis Leibniz*, 1889, le second dans ses études sur le radicalisme anglais et le socialisme). En fait, la place de la sociologie dans les facultés de lettres est à cette époque et restera très longtemps extraordinairement restreinte, jusqu'à disparaître presque totalement au lendemain de la seconde guerre mondiale, avant la renaissance, toute récente, [35] de la sociologie française (Drouard, 1983). La science politique, au moins sous la forme de la sociologie politique, ne pouvait ainsi s'y développer.

C'est probablement dans un autre lieu, marginal et ambigu, qu'un lent avènement du politique comme objet de science va se produire. Il existe à cette époque, en effet, ce que nous avons proposé de nommer une « science des questions politiques » (Favre, 1983 b), qui, sous le couvert d'une problématique fort simple (fournir des réponses, par le moyen d'une investigation systématique, à des questions précises surgies dans l'actualité), a contribué à diffuser les méthodes de la science. La question sociale, la question parlementaire, la question coloniale, la question des rapports entre l'Église et l'État sont l'occasion de recherches, certes intéressées, certes engagées, mais aussi si approfondies, si méticuleuses, si pleines de révérence pour l'exactitude du « fait » qu'elles peuvent être données, pour certaines d'entre elles, comme des modèles d'une positivité nouvelle.

Dans les années 1905-1910, la première période d'émergence de la science politique en France est bien achevée. La séparation s'est faite très nette entre disciplines voisines, et les querelles sur les objets vont s'atténuer. On distingue nettement philosophie (Fabiani, 1980), droit public, économie, sociologie, science politique, et, durant une trentaine d'années, les choses sont fixées.

La période de l'entre-deux-guerres est typiquement pour l'histoire de la science politique en France une période de transition. La science politique produit quelques livres à succès (notamment ceux d'André

Siegfried) mais, dans l'ensemble, elle sort peu des sentiers qui ont été balisés dans les années 1900, et les innovations méthodologiques sont rares et toujours tardives – comme l'introduction des sondages d'opinion publique par Jean Stoetzel en 1938 (*Hommage à J. Stoetzel*, 1981). Au milieu des années trente commencent à apparaître les noms de ceux qui formeront la génération de la rupture qui suivra la seconde guerre mondiale. À vrai dire, la science politique a là du retard. On a en effet le sentiment que vers 1930 en France une nouvelle sensibilité intellectuelle se fait jour ; le surgissement du monde d'aujourd'hui se produit loin des dates phares de l'histoire politique, et d'un seul coup (avec notamment certains articles de la *Nouvelle Revue française* et d'*Esprit*), notre actuelle modernité est conquise. En science politique, il n'en existe encore que quelques précurseurs.

L'étude politique reste enserrée durant toute cette période dans le modèle, en vérité d'une extrême richesse, que tracent les grands traités de droit constitutionnel dont la plupart plongent leurs racines dans le premier avant-guerre (même le Carré de Malberg qui paraît en 1920 a été écrit avant guerre), traités d'Adhémar Esmein, de Maurice Hauriou, de Léon Duguit, de Raymond Carré de Malberg donc, de Joseph Barthélemy et Paul Duez <sup>10</sup>. Œuvres de grande portée, qui nourrissent une approche qui est loin d'être purement juridique et dont [36] on retrouve les développements chez un Joseph-Barthélémy (*Le gouvernement de la France*, 1924 ; *La crise de la démocratie contemporaine*, 1931 ; *Essai sur le travail parlementaire et le système des commissions*, 1934), un Bernard Lavergne (*Le gouvernement des démocraties modernes*), plus tard un R. Bonnard (*Le droit et l'État dans la doctrine nationale-socialiste*, 1939), ou chez un auteur fécond, sensible aux diversités nationales et aux mutations contemporaines comme Boris Mirkine-Guetzévitch. Certains travaux d'histoire des idées, comme l'important Sieyès et sa pensée (1939) de Paul Bastid, ne s'éloignent finalement guère de cette tradition.

---

<sup>10</sup> A. Esmein, *Éléments de droit constitutionnel français et comparé* (8 éditions entre 1895 et 1928) ; M. Hauriou, *Précis de droit constitutionnel* (1924 et 1929) ; L. Duguit, *Traité de droit constitutionnel* (3 éditions entre 1911 et 1928) ; R. Carré de Malberg, *Contribution à la théorie générale de l'État spécialement d'après les données fournies par le droit constitutionnel français* (1920 et 1922) ; Joseph Barthélemy et P. Duez, *Traité de droit constitutionnel* (2 éditions, 1926 et 1933).

L'attention portée aux grandes puissances est, en ces temps de mutation géopolitique, considérable. André Siegfried se consacre à cette époque aux travaux qui font sa célébrité, et le feront entrer, en 1933, au Collège de France <sup>11</sup>. De cette période datent les travaux de Vermeil et de Rivaud sur l'Allemagne, de J. Lambert sur les États-Unis, de J.-J. Chevallier sur l'Empire britannique.

Si la nouvelle école historique, autour des Annales créées par Lucien Febvre et Marc Bloch en 1929 (observons qu'André Siegfried est au Comité de rédaction), se détourne de l'histoire politique, il revient à un historien maintenant fort décrié, Charles Seignobos, de réaliser des recherches qui préfigurent des études aujourd'hui habituelles, et par exemple celles sur « La signification historique des élections françaises de 1928 », « Le sens des élections de 1932 », « La répartition géographique des partis politiques en France » (reproduits in *Études de politique et d'histoire*, 1934). D'autres travaux existent dans ce domaine, mais qui ne répondent guère aux exigences actuelles de scientificité, tels les décevants ouvrages de B. Léger, *Les opinions politiques des provinces françaises*, et de P. de Pressac, *Les forces historiques de la France*. Même le *Tableau des partis en France* d'André Siegfried appartient davantage au genre de l'essai qu'à l'étude systématique et contrôlée.

Les manifestations du changement qui commence à s'opérer dans les années trente sont de trois ordres. De la première il est difficile de mesurer l'impact, et une politisation assez marquée en a limité l'influence à certaines fractions intellectuelles : le sentiment d'une crise de l'État en France s'impose et de nombreux travaux prennent pour objet cette crise – publications politiques comme celles du « Comité technique de la réforme de l'État » fondé et présidé par Jacques Bardoux ; publications méthodiques comme celle du tome X, *L'État moderne*, paru en 1935, de la *Grande Encyclopédie française*, qui, significativement, après une partie constitutionnelle classique, s'interroge sur les crises et défaillances de l'État, les formules nouvelles de l'État et le destin de l'État ; procès de l'étatisme et de la

---

<sup>11</sup> André Siegfried publie entre les deux guerres : *L'Angleterre d'aujourd'hui*, 1924 ; *Les États-Unis d'aujourd'hui*, 1927 ; *Tableau des partis en France*, 1930 ; *La crise britannique au XXe siècle*, 1931 ; *Amérique latine*, 1934 ; *La crise de l'Europe*, 1935 ; *Suez, Panama et les routes maritimes mondiales*, 1940.

centralisation par les « non-conformistes des années trente » (J.-L. Loubet del Bayle, 1969). Dans le même temps, un sensible renouveau des revues peut être observé : si la *Revue politique et parlementaire* demeure fidèle à sa vocation, apparaissent à côté d'elle *L'Année politique française et étrangère* (depuis 1924), qui accueille notamment les études électorales de Seignobos, et la *Revue internationale d'Histoire politique et constitutionnelle* fondée par Boris Mirkine-Guetzévitch en 1937. Quant à la [37] *Revue des Sciences politiques*, publiée par l'École libre des Sciences politiques, elle adopte une nouvelle présentation et s'appelle désormais simplement Sciences politiques. Son secrétariat est maintenant assuré par François Goguel, qui y tient, sous le pseudonyme de Bernard Serampuy, la chronique de vie politique (sous le même pseudonyme, F. Goguel collabore à *Esprit* depuis 1933). C'est l'époque enfin où commencent à apparaître les noms de ceux qui seront les artisans du succès institutionnel de la science politique après guerre : François Goguel est là, on l'a dit, mais on peut lire aussi les premiers travaux de Jean Meynaud (par exemple, en 1938 sur le racisme italien), de Bertrand de Jouvenel, de Pierre Renouvin, de Marcel Prélot (*L'Empire fasciste*, 1936 ; *L'évolution politique du socialisme français*, 1939), de Jean-Jacques Chevallier, de Robert Pelloux (*Le Parti national-socialiste et ses rapports avec l'État*, 1936). Ces auteurs ne sont guère à ce moment influents ou connus, mais ils vont bientôt l'être.

De 1943 à 1956, tout change, et les repères chronologiques de la deuxième mutation de la science politique française (la première avait pris le temps d'une génération, de 1870 à 1895) sont nombreux. En 1943, Jean-Jacques Chevallier fait à l'École libre des Sciences politiques son premier cours d'histoire des idées politiques (« Littérature politique »), Georges Burdeau publie *Le droit public et l'État* (qui suit un Cours de droit constitutionnel publié en 1942) où se dessinent les premiers éléments du tome I de son *Traité*, et Jean Stoetzel soutient sa thèse *Théorie des opinions*. En 1944, Maurice Duverger fait paraître son « Que sais-je ? » sur *Les constitutions de la France*. L'année suivante, François Goguel écrit ses premiers articles électoraux pour la revue *Esprit*, et, en 1946, *La politique des partis sous la III<sup>e</sup> République*. Dans le même temps, en 1945, l'École libre des Sciences politiques est nationalisée et transformée en un Institut



d'Études politiques de l'Université de Paris et une Fondation nationale des Sciences politiques ayant pour mission de « favoriser le progrès et la diffusion... des sciences politiques, économiques et sociales ». Par étapes seront créés ensuite six autres instituts d'études politiques, à Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Strasbourg, Toulouse. Les années suivantes, ce sera la constitution de l'Association française de Science politique en 1949, la création de la Revue française de Science politique en 1951, l'introduction des enseignements de science politique dans la licence en droit en 1954. En 1956, les derniers éléments décisifs de l'institutionnalisation sont en place avec d'un côté la création d'études de III<sup>e</sup> cycle de science politique, et de l'autre la constitution, sous l'impulsion de Jean Touchard, des premières équipes de recherches sous l'égide de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Durant les années cinquante et soixante, l'existence dans toutes les facultés de droit françaises et dans les instituts d'études politiques d'un enseignement de science politique va contribuer à donner à la discipline un développement considérable, car qui dit enseignement dit cours, manuels, mémoires de recherche, thèses, mode légitime de raisonnement, peut-être « matrice disciplinaire » (Kuhn, 1969). Les nombreux manuels de Maurice Duverger (par exemple Méthodes de la science [38] politique, 1954), les livres de la collection « Thémis » qu'il dirige aux Presses Universitaires de France, les Précis Dalloz (où paraissent les Méthodes des sciences sociales de Madeleine Grawitz, également utilisées hors des facultés de droit, dans les départements de psychologie et de sociologie) ; d'autres collections dans les années soixante-dix (« Domat-Université nouvelle » aux éditions Montchrestien, où figure un *Sociologie politique* de R.-G. Schwartzberg qui eut une notable influence ; « U2 » aux éditions A. Colin, qui accueille notamment les deux tomes d'un textbook de P. Birnbaum et F. Chazel qui fit beaucoup pour la diffusion en France des approches de la sociologie politique américaine ; « Politique » au Seuil où paraît un cours de sociologie politique de J.-P. Got et J.-P. Mounier) ; toute cette production à finalité pédagogique donna à la science politique à la fois une légitimité et des cadres intellectuels de référence.

Au début des années cinquante, les auteurs qui écrivent en science politique viennent d'autres disciplines à qui d'ailleurs le plus souvent ils continuent de consacrer la plus grande part de leur activité : du droit public très souvent (selon une logique souvent décrite en sociologie de la science, l'essor de la science politique est là principalement la conséquence d'un déplacement stratégique opéré par les derniers « entrants » dans un champ saturé, Bourdieu, 1976), mais également de la philosophie, de l'histoire, de la sociologie (Raymond Aron), de l'anthropologie (Georges Balandier). Dès ses premières années, entre 1951 et 1953, la *Revue française de Science politique* publie des contributions parfaitement représentatives : tous les auteurs qui formeront la première génération des politistes d'après guerre sont là, puisqu'on trouve les noms de Raymond Aron, Georges Burdeau, Jacques Cadart, Jean-Jacques Chevallier, Mattei Dogan, Georges Dupeux, J.-B. Duroselle, Maurice Duverger, Julien Freund, François Goguel, Jean Gottmann, Alfred Grosser, Stanley Hoffmann, Bertrand de Jouvenel, Georges Lavau, Marcel Merle, Marcel Prélot, Georges Vedel. Au-delà d'une très réelle diversité, les études se concentrent autour de quelques objets, la « vie politique » en France, les partis politiques (à partir du maître livre de M. Duverger, *Les partis politiques*, 1951), les élections (cf. l'état des travaux établi par G. Dupeux dès 1955), l'opinion, les idéologies, les idées politiques. Somme toute, une grande part de la science politique adopte une problématique institutionnaliste : sont considérés comme le plus déterminants trois éléments dans leur interrelation, le régime politique (ensemble complexe né des règles constitutionnelles, du système électoral, de la pratique des rapports entre exécutif et législatif), le système des partis et le rapport des forces électorales, l'opinion et les modes d'expression et de formation de l'opinion. Une telle problématique permet évidemment des approches différentes (juridiques, historiques, comparatives...) et ouvre la voie à de multiples enquêtes empiriques mais, avec le recul, c'est l'impression d'homogénéité qui domine. Le domaine des relations internationales acquiert rapidement une grande spécificité grâce aux études majeures de Raymond Aron (*Paix et guerre entre les nations*, 1962) et de Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle (*Introduction à l'histoire des relations internationales*, 1964). La philosophie politique et la théorie politique, dans ses divers sens d'alors, font l'objet de recherches importantes, souvent citées, guère imitées (B. de Jouvenel ; Eric Weil,

Hegel et l'État, 1950 ; *Philosophie politique*, [39] 1956 ; Julien Freund, *L'essence du politique*, 1965). Très vite, et c'est significatif d'une période où le rythme du changement est vif, on ressent le besoin de faire des bilans qui sont autant d'affirmations que la discipline est constituée définitivement : on n'en compte pas moins de six en dix ans, entre 1959 et 1969, par Jacques Chapsal (1959), Jean Meyriat (1960), Alfred Grosser (1960), la *Revue de l'Enseignement supérieur* (1965), François Goguel (1968), l'Association française de Science politique (1969). On ne peut ici que renvoyer à ces travaux le lecteur souhaitant être introduit à la riche science politique de cette époque.

La discipline étant entièrement constituée à partir des années cinquante, l'évolution va se poursuivre dans un double mouvement de professionnalisation des auteurs (par appartenance institutionnelle exclusive à la science politique et spécialisation croissante) et de diversification des recherches (l'étendue couverte par l'investigation se fait plus large). La situation présente de la science politique en France, telle qu'elle paraît stabilisée depuis environ une décennie, peut – nous semble-t-il – être caractérisée par quatre traits.

Les institutions de la science politique sont aujourd'hui partout individualisées. Dans le strict cadre universitaire, la création en 1971 d'une agrégation propre à la science politique, distincte de celle de droit public, assure le recrutement des professeurs spécialisés de l'enseignement supérieur, réunis par ailleurs, depuis 1969, dans une section autonome du Conseil supérieur des Universités (Mabileau, 1980). La création en 1977 d'une maîtrise de science politique permet d'assurer à certains étudiants une formation spécialisée dans ce domaine. S'agissant des organismes de recherche, la science politique a également vu reconnaître son autonomie par la création, en 1983, d'une section spécifique au CNRS, « Sciences du politique » (auparavant, depuis 1949, existait une section commune aux sciences juridiques et politiques). La Fondation nationale des Sciences politiques a dans le même temps conduit une politique de « pôles de recherches » autour des IEP de Paris, Bordeaux et Grenoble, tandis que certaines universités accordaient une place notable à la discipline (avec par exemple l'Unité d'Enseignement et de Recherche de Science politique à l'Université de Paris I). Quant à l'Association française de Science politique, dont le secrétaire général est actuellement Jean-Luc Parodi, elle organise désormais des congrès réunissant, sur plusieurs

thèmes, de nombreux participants (I<sup>er</sup> Congrès à Paris en 1981, II<sup>e</sup> Congrès à Grenoble en 1984).

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, la science politique apparaît aujourd'hui comme une matière d'enseignement légitime : il n'y a plus d'obstacles véritables (au moins spécifiques) à l'introduction de cours à objets politiques dans les différents ordres d'enseignement. Bien au contraire, si les cours de science politique sont relativement nombreux dans les facultés de droit, ils se sont également multipliés dans les cursus de lettres (philosophie, histoire, étude des civilisations étrangères) et dans des filières nouvelles comme celles d'« administration économique et sociale » (Favre, 1983 c). Une telle réussite s'est faite, on pouvait le prévoir, au détriment de l'unité de la discipline : les études à objets politiques se répartissent en fait en trois groupes d'enseignements qui communiquent peu ; histoire des idées politiques et philosophie politique ; institutions politiques et [40] histoire politique ; sociologie politique. La connaissance du politique est ainsi perçue, dans la société française d'aujourd'hui, comme un élément naturel de connaissance et de culture, comme si le sens social du politique avait changé pour y intégrer des savoirs objectifs. Cette incontestable mutation des représentations sociales, qui se manifeste par exemple par la place qui est faite à la science politique dans les concours administratifs, se traduit dans la distinction, maintenant plus nette, entre discours savant sur le politique (mais pas encore entre types de discours savants, l'essai ou la recherche étant placés au même niveau) et discours de l'homme politique (qui fait chaque jour davantage appel au premier). « L'intellectualisation de la vie politique » (Shils, cité par Leca, 1982) favorise le projet scientifique des politistes, mais ce n'est évidemment pas sans périls.

Dans les années 1970, la science politique française a nettement diversifié ses objets d'études. Partant d'une situation où seuls quelques grands domaines faisaient l'objet de recherches nombreuses et cumulatives (les institutions politiques – à tous les niveaux, de l'étude des procédures parlementaires à la théorie de l'État –, le comportement électoral, les idées politiques, la vie politique des pays étrangers, les relations internationales) de nouveaux champs se sont progressivement ouverts, concernant la socialisation politique, le discours politique, les catégories dirigeantes, l'armée, l'administration (par le biais d'une science administrative en plein développement). Mais il s'agissait là

encore de terrains qui pouvaient être considérés comme dans la mouvance des domaines traditionnels. Plus important est sans doute le fait que des terres vierges qui, il y a peu encore, apparaissaient en blanc sur les cartes de la science politique française (Favre, 1981) font maintenant l'objet d'explorations ; que même la prise de possession semble parfois bien engagée. Il s'agit, d'une part, de l'épistémologie, de l'histoire de la science politique et de la théorie (prise ici dans le sens de théorie scientifique). Il s'agit ensuite de l'étude des politiques publiques, longtemps négligée. Enfin, de larges pans d'une macrosociologie politique (affrontant des problèmes comme ceux de la mobilisation politique, des liens entre transformations sociales et mutations politiques, de la dynamique des représentations collectives, etc.) sont maintenant l'objet d'une attention particulière.

Le dernier signe enfin que la science politique est devenue en France une discipline constituée peut être trouvé dans la compétition des problématiques en présence. Dans les époques de faiblesse d'une discipline mal reconnue, l'unité de problématique (au moins de façade) est stratégiquement nécessaire et peut être même une condition de la réussite. Aujourd'hui, la science politique paraît assez forte pour se diviser, même si c'est à partir d'un important bagage commun maintenant capitalisé, grâce à l'accumulation des recherches, à la multiplication des thèses, à la constitution de banques de données, à l'amélioration continue des techniques d'analyse (notamment informatiques). D'une part, certains secteurs tendent à prendre une autonomie entière et à constituer, autour d'un objet spécifique, une véritable discipline en elle-même (ainsi des recherches en relations internationales). Ensuite, trois approches tendent à se distinguer de plus en plus nettement, se concurrençant sur certains sujets, s'en partageant d'autres : l'approche institutionnelle d'un côté, qui privilégie l'explication du politique par le [41] politique et ne rompt pas avec la tradition dans le choix de ses objets ; l'approche sociologique ensuite qui donne au politique un statut de part en part social et emprunte ses modèles explicatifs à la théorie sociologique. Il est à ce propos significatif de constater que l'appel aux problématiques sociologiques, rare il y a quelques années, est maintenant devenu de règle. Enfin, l'approche philosophique, souvent dans la tradition critique qui prime aujourd'hui en philosophie, vise à déplacer les interrogations, se réclame d'autres traditions, et se donne pour tâche de ramener certains

problèmes sur le devant de la scène (problème du fondement du politique, de l'intelligibilité du politique, de l'éthique, de la vérité). Dans le même temps, l'objet politique est massivement investi par des disciplines qui avaient perdu l'habitude d'en traiter et qui cherchent parfois à le diluer dans un ensemble ayant un principe de cohérence autre (ainsi, de Michel Foucault, *Surveiller et punir*, ou de Régis Debray, *Critique de la raison politique*, deux références disparates pour souligner que l'intérêt pour le politique vient de tout bord, et pour ne pas citer les sociologues dont l'avancée sur le terrain des études politiques est d'une autre nature : cf. les études de Leca et Jobert sur Crozier, 1980 ; de Bon et Schemeil sur Bourdieu, 1980, etc.). Va-t-on vers un éclatement de la science politique actuelle et sa recomposition au sein de l'ensemble des sciences sociales autrement distribuées (l'histoire des sciences exactes donne de permanents exemples de redistribution des disciplines) ? Faut-il croire au contraire que la solidarité institutionnelle sera la plus forte ou encore qu'un nouveau paradigme réintroduira pour un temps une unité disciplinaire ? Les deux hypothèses ne sont évidemment pas exclusives l'une de l'autre et il peut se produire simultanément un éclatement partiel de la discipline telle qu'elle est actuellement composée et une nouvelle intégration des problématiques dans les secteurs qui conserveront pour eux le patronyme de « science politique »...

## ***Bibliographie***

[Retour au sommaire](#)

- Althusser (L.), 1965, *Pour Marx*, Paris, F. Maspero (« Théorie »).
- Althusser (L.), 1969, *Montesquieu, la politique et l'histoire*, Paris, PUF.
- Andrews (W. G.), 1982, *International Handbook of Political Science*, Westport, Conn., London, Greenwood Press.
- Arndt (H. J.), 1978, *Die Besiegten von 1945, Versuch einer Politologie für Deutsche samt Würdigung der Politischen Wissenschaft in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Duncker & Humboldt.
- Aron (R.), 1981, *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, PUF (« Quadrige »).
- Association française de Science politique, *L'état de la science politique en France*, débat introduit par S. Hurtig, « Entretiens du samedi », n° 10, mars 1969, ronéo, 46 p.
- Barber (B.), 1962, *Science and the Social Order*, New York, Collier Books.
- Barents (J.), 1961, *Political Science in Western Europe*, London, Stevens & Sons.
- Bejin (A.), 1982, Le sang, le sens et le travail : G. Vacher de Lapouge darwiniste social, fondateur de l'anthroposociologie, *Cahiers internationaux de Sociologie*, 73, p. 323-343.
- Berthélemy (H.), Eichtal (E. d'), 1932, *L'École de Droit, L'École libre des Sciences politiques*, Paris, LGDJ.
- Besnard (Ph., éd.), 1979, Les durkheimiens, *Revue française de Sociologie*, janvier-mars, XX (1).
- [42]
- Besnard (Ph., éd.), 1981, Sociologies françaises au tournant du siècle. Les concurrents du groupe durkheimien, *Revue française de Sociologie*, XXII (3).
- Besnard (Ph., éd.), 1983, *The sociological domain. The Durkheimians and the founding of French sociology*, Paris, Éditions de la MSH, Cambridge, Cambridge UP.
- Birnbaum (P.), 1970, *Sociologie de Tocqueville*, Paris, PUF (« Le Sociologue »).
- Blondel (J.), 1981, *The Discipline of Politics*, London, Butterworths.
- Bon (F.), Schemeil (Y.), 1980, La rationalisation de l'inconduite : comprendre le statut du politique chez Pierre Bourdieu, *Revue française de Science politique*, 30 (6), p. 1198-1230.
- Bonnecase (J.), 1933, *La pensée juridique française de 1804 à l'heure présente, ses variations et ses faits essentiels*, Bordeaux, Delmas, 2 vol.
- Bourdieu (P.), 1976, Le champ scientifique, Actes de la recherche en sciences sociales, 2<sup>e</sup> année, juin 1976, p. 88-104.
- Bunge (M.), 1983, *Épistémologie*, Paris, Maloine (« Recherches interdisciplinaires »).
- Canguilhem (G.), 1968, *L'objet de l'histoire des sciences, Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin (« Problèmes et controverses »).

- Chapsal (J.), 1952, L'enseignement de la science politique en France, Association internationale de Science politique, Table ronde de Cambridge, rapport, 128 p.
- Chapsal (J.), 1959, Tendances récentes de la science politique en France, Association internationale de Science politique, Septième table ronde, Opatijà (Yougoslavie), rapport, 77 p.
- Clark (T.), 1973, Prophets and Patrons, The French University and the Emergence of Social Science, Cambridge, Harvard UP.
- Collini (S.), Winch (D.), Burrow (J.), 1984, *That noble Science of Politics*, Cambridge, Cambridge UP.
- Crick (B.), 1959, *The American Science of Politics : Its Origins and Conditions*, Berkeley, University of California Press.
- Damamme (D.), 1982, Histoire des sciences morales et politiques et de leur enseignement des lumières au scientisme, thèse de doctorat d'État en Science politique, Université de Paris I.
- Deutsch (K.), 1978, Major Changes in Political Science, 1952-1977, *Participation*, Newsletter of the International Political Science Association, supplément, 30 p.
- Drouard (A., dir.), 1983, *Le développement des sciences sociales en France au tournant des années soixante*, Paris, Éd. du CNRS (« Institut d'Histoire du temps présent »).
- Dumont (L.), 1965, The Modern Conception of the Individual. Notes on its genesis and that of concomitant institutions, *Contribution to Indian Sociology*, VIII, p. 13-61.
- Dumont (L.), 1977, *Homo Aequalis, Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard (« Bibliothèque des Sciences humaines »).
- Dupeux (G.), 1955, Le comportement électoral, *Current Sociology, La sociologie contemporaine*, Paris, Unesco, vol. III (4), 1954-1955, p. 281-344.
- Eisenmann (C.), 1930, Deux théoriciens du droit : Duguit et Hauriou, *Revue philosophique*, t. 110, juillet-décembre 1930, p. 231-279.
- Epsztein (L.), 1966, L'économie et la morale aux débuts du capitalisme industriel en France et en Grande-Bretagne, Paris, A. Colin.
- Fabiani (J.-L.), 1980, La crise du champ philosophique (1880-1914), Contribution à l'histoire sociale du système d'enseignement, thèse III<sup>e</sup> cycle, École des Hautes Études en Sciences sociales.
- Fasso (G.), 1976, *Histoire de la philosophie du droit, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, LGDJ (« Bibliothèque de Philosophie du droit »).
- Favre (P.), 1980, La question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ?, Mélanges dédiés à Robert Pelloux, Lyon, Éd. L'Hermès, p. 123-142.
- Favre (P.), 1981 a, La science politique en France depuis 1945, *International Political Science Review*, II (1), p. 95-120.
- Favre (P.), 1981 b, Les sciences d'État entre déterminisme et libéralisme, Émile Boutmy et la création de l'École libre des Sciences politiques, *Revue française de Sociologie*, XXII (3), p. 429-465.



- Favre (P.), 1982, L'absence de la sociologie politique dans les classifications durkheimiennes des sciences sociales, *Revue française de Science politique*, 32 (1), p. 5-31.
- [43]
- Favre (P.), 1983 a, Gabriel Tarde et la mauvaise fortune d'un baptême sociologique de la science politique, *Revue française de Sociologie*, XXIV (1), p. 3-30.
- Favre (P.), 1983 b, La constitution d'une science du politique, le déplacement de ses objets et l'irruption de l'histoire réelle, *Revue française de Science politique*, 33 (2) et 33 (3), p. 181-219 et p. 365-402.
- Favre (P.), 1983 c, La connaissance du politique comme savoir légitime et comme savoir éclaté. L'enseignement de la sociologie politique dans les universités françaises à la fin des années soixante-dix, *Revue française de Sociologie*, XXIX (3), p. 467-503.
- Foucault (M.), 1962, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard.
- Foucault (M.), 1969, *Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- Freund (J.), 1973, *Les théories des sciences humaines*, Paris, PUF (« Le Philosophe »).
- Goguel (F.), 1968, Situation de la science politique en France, *Annuaire suisse de Science politique*, 8, p. 19-30.
- Grosser (A.), 1960, *La science politique en France*, Tendances, 8, décembre 1960, p. 469-491.
- Guillourel (H.), 1984, *La géographie électorale des géographes*, II<sup>e</sup> Congrès national de l'Association française de Science politique, Grenoble, 25-28 janvier 1984, rapport.
- Gusdorf (G.), 1973, *L'avènement des sciences humaines au siècle des lumières*, Paris, Payot.
- Habermas (J.), 1978, L'espace public. Archéologie de la Publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, Paris, Payot (« Critique de la politique »).
- Haddow (A.), 1939, *Political Science in American Colleges and Universities, 1636-1900*, New York, Appleton-Century.
- Hagstrom (W. O.), 1965, *The Scientific Community*, New York, Basic Books.
- Hauser (H.), 1903, *L'enseignement des sciences sociales. État actuel de cet enseignement dans les divers pays du monde*, A. Chevalier-Maresq (« Bibliothèque internationale de l'enseignement supérieur »).
- Hawley (C. E.), Dexter (L. A.), 1952, Recent Political Science Research in American Universities, *The American Political Science Review*, vol. 46, p. 470-485.
- Henry (M.), 1976, Marx, I. Une philosophie de la réalité, II. Une philosophie de l'économie, Paris, Gallimard (« Bibliothèque des Idées »).
- Herpin (N.), 1973, *Les sociologues américains et le siècle*, Paris, PUF (« Le Sociologue »).
- Hommage à Jean Stoetzel*, 1981, Science et théorie de l'opinion publique, Retz (« Actualité des sciences humaines »).

- Jay (M.), 1978, *L'imagination dialectique*. Histoire de l'École de Francfort (1923-1950), Paris, Payot.
- Jordan (A.), 1937, Les sciences politiques, in R. Aron, A. Demangeon et al., *Les sciences sociales en France. Enseignement et recherche*, Paris, Hartmann.
- Karady (V.), Durkheim, les sciences sociales et l'Université, *Revue française de Sociologie*, XV (2).
- Karady (V.), Stratégies de réussite et modes de faire-valoir de la sociologie chez les durkheimiens, *Revue française de Sociologie*, XX (1), p. 49-82.
- Kastendiek (H.), 1977, *Die Entwicklung der westdeutschen Politikwissenschaft*, Frankfurt a.M., Campus.
- Kuhn (T. S.), 1972, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion (« Nouvelle Bibliothèque scientifique »).
- Lacroix (B.), 1981, *Durkheim et le politique*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Presses de l'Université de Montréal.
- Ladrière (J.), 1978, Les sciences humaines et le problème de la scientificité, *Études philosophiques*, p. 132-150.
- Lamberti (J.-C.), 1984, *Tocqueville et les deux démocraties*, Paris, PUF (« Sociologies »).
- Langrod (G.), 1965, *L'École d'Administration française, 1848-1849*, Annali della Fondazione italiana per la Storia Administrativa, p. 487-522.
- Larnaude (F.), 1915, *Les sciences juridiques et politiques*, Paris, Larousse (« La Science française »).
- Lasswell (H.), Lerner (D.) eds, 1951, *Les « Sciences de la politique » aux États-Unis*, Paris, A. Colin (« Cahiers de la Fondation nationale des Sciences Politiques », 19).
- Lavigne (P.), 1977, Le comte Rossi, premier professeur de droit constitutionnel français (1834-1845), *Histoire des idées et idées sur l'histoire*. Études offertes à J.-J. Chevallier, Paris, Cujas, p. 173-178.
- [44]
- Leca (J.), Jobert (B.), 1980, Le dépérissement de l'État. À propos de L'acteur et le système de M. Crozier et E. Friedberg, *Revue française de Science politique*, 30 (6), p. 1125-1170.
- Leca (J.), 1982, La science politique dans le champ intellectuel français, *Revue française de Science politique*, 32 (4-5), p. 653-678.
- Leclerc (G.), 1979, *L'observation de l'homme. Une histoire des enquêtes sociales*, Paris, Seuil (« Sociologie »).
- Leclerc (M.), 1982, *La science politique au Québec*, Montréal, L'Hexagone.
- Legendre (P.), 1966, *Histoire de la pensée administrative française*, *Traité de science administrative*, Paris-La Haye, Mouton.
- Lemaine (G.), MacLeod (R.), Mulkay (M.), Weincart (P.), 1976, *Perspectives on the Emergence of Scientific Disciplines*, Paris, La Haye, Mouton, Chicago, Aldine (Maison des Sciences de l'Homme, Publications, 4).
- Lemaine (G.), 1980, Science normale et science hypernormale, Les stratégies de différenciation et les stratégies conservatrices dans la science, *Revue française de Sociologie*, XXI (4), p. 499-527.

- Le Van-Lemesle (L.), 1980 a, La promotion de l'économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à son introduction dans les facultés (1815-1881), *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, p. 270-294.
- Le Van-Lemesle (L.), 1980 b, La Faculté de Droit de Paris et l'introduction de l'économie politique dans son enseignement, 1864-1878, *Historical Reflections*, t. 7, n<sup>os</sup> 2 et 3, The Making of Frenchmen, Current Directions in the History of Education in France, p. 328-336.
- Loubet del Bayle (J.-L.), 1969, [\*Les non-conformistes des années 30, une tentative de renouvellement de la pensée politique française\*](#), Paris, Seuil.
- Mabileau (A.), 1980, *La science politique et les structures universitaires*, Journée d'Études du 19 juin 1980, Association française de Science politique (Regards sur la science politique française), rapport.
- Macpherson (C. B.), 1971, *La théorie politique de l'individualisme possessif de Hobbes à Locke*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des Idées).
- Macridis (R. C), Brown (B. E.), 1957, The Study of Politics in France since the Liberation : A Critical Bibliography, *The American Political Science Review*, vol. LI (3), p. 811-826.
- Maier (H.), 1969, *Die Politische Wissenschaft in Deutschland*, Aufsätze zur Lehrtradition und Bildungspraxis, Munich, Piper.
- Manent (P.), 1977, Naissances de la politique moderne, Machiavel, Hobbes, Rousseau, Paris, Payot.
- Merriam (G. E.), 1921, The Present State of the Study of Politics, *The American Political Science Review*, May 1921, p. 173-185.
- Meyriat (J., dir.), 1960, *La science politique en France. Bibliographie commentée*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.
- Nicolet (C), 1982, *L'idée républicaine en France (1789-1924). Essai d'histoire critique*, Paris, Gallimard (« Bibliothèque des histoires »).
- Philippart (A.), 1978, L'évolution de la science politique de 1950 à 1976 : la discipline, sa position dans les sciences sociales, Rapport au Colloque Jean Meynaud, Bruxelles, CRISP, 19 p.
- Pisier-Kouchner (E.), 1977, La sociologie durkheimienne dans l'œuvre de Duguit, *L'Année sociologique*, 3<sup>e</sup> série, vol. 28, p. 95-114.
- Powell (D. E.), Shoup (P.), 1970, The Emergence of Political Science in Communist Countries, *The American Political Science Review*, June 1970, p. 572-588.
- Rain (P.), 1963, *L'École libre des Sciences politiques, 1871-1945*, Fondation nationale des Sciences politiques.
- Rangeon (F.), 1982, *Hobbes, État et Droit*, Paris, J.-E. Hallier-Albin Michel (coll. « Méta »).
- Revue de l'Enseignement supérieur*, 1965, La science politique, 4, oct.-nov.-déc.
- Revue internationale d'Histoire politique et constitutionnelle*, 1957, L'entrée de la science politique dans l'Université française, nouv. série, t. VII
- Russo (F.), 1983, *Nature et méthode de l'histoire des sciences*, Paris, Librairie scientifique et technique A. Blanchard.

Salomon-Bayet (C), 1975, L'institution de la science : un exemple au XVIII<sup>e</sup> siècle, *Annales ESC*, XXX (5), p. 1028-1044.

[45]

Salomon-Bayet (C), 1978, *L'institution de la science et l'expérience du vivant*, Paris, Flammarion (« Science »).

Schneider (H., éd.), 1967, *Aufgabe und Selbstverständnis der politischen Wissenschaft*, Wege der Forschung, Bd. CXIV, Darmstadt.

Schemeil (Y.), 1983, D'une sociologie naturaliste à une sociologie politique : Robert Park, *Revue française de Sociologie*, XXIV (4), p. 631-651.

Small (A. W.), 1900, *The Cameralists, The Pioneers of German Social Polity*, New York, B. Franklin.

Somit (A.), Tanenhaus (J.), 1964, *American Political Science : A Profile of a Discipline*, New York, Atherton.

Somit (A.), Tanenhaus (J.), 1967, *The Development of American Political Science : From Burgess to Behaviorism*, Boston, Allyn & Bacon.

Spadolini (G.), 1975, Il « Cesare Alfieri » nella storia d'Italia, Nascita e primi passi della scuola fiorentina di scienze sociali, Firenze, F. Le Monnier.

Thomann (M.), 1963, La renaissance de la science politique en Allemagne, Lorenz von Stein et Robert von Mohl, *Politique*, VI (21-24), p. 285-300.

Thuillier (G.), 1980, *Bureaucratie et bureaucrates en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Droz.

Thuillier (G.), 1983, *L'ÉNA avant l'ÉNA*, Paris, PUF (« Histoires »).

Unesco, 1950, *La science politique contemporaine. Contribution à la recherche, la méthode et l'enseignement*.

Veysey (L.), 1965, *The Emergence of the American University*, Chicago, University of Chicago Press.

Waldo (D.), 1975, Political Science : Tradition, Discipline, Profession, Science, Enterprise, in Greenstein and Polsby, *Handbook of Political Science*, vol. 1, p. 1-130.

Weitz (G.), 1983, *The Emergence of Modern Universities in France, 1863-1914*, Princeton University Press.

Wright (V.), 1976, L'École nationale d'Administration de 1848-1849 : un échec révélateur, *Revue Historique*, CCLV (1), p. 21-42.

[46]